

Rédaction-Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. Tél. : 808 00 80 à 84. Télex : PRENO A 211 628 F. Edité par la SPN (Société de presse nouvelle). Directeur de publication : Alain Bobbio. Numéro de commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie

Belgique : 15 FB • Suède : 2,25 KR • Italie : 300 L • Grèce : 20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 ESC.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 50

Fela, chanteur et porte-drapeau du Black-Power au Nigeria

LIRE PAGE 11

Le gouvernement démissionne ... et Barre revient ...

BARRE FIXE, BARRE PARALLELE

GISCARD SUR LA DEFENSIVE

Giscard demande à Barre de constituer un nouveau gouvernement « choisi et conçu pour l'action des douze prochains mois ». Il doit répondre à trois critères : il sera « restreint », quinze ministres tout au plus, composé de techniciens et « dégagé des partis politiques ». Il se présentera sur un plan d'action que devra approuver le Parlement.

Telles sont les principales décisions contenues dans le discours d'hier soir. Le président dit avoir capté un message : du haut de sa fonction, il a sans doute compris que la masse des travailleurs de ce pays en avait assez de sa politique. Mais il n'en a guère tenu compte. Il n'a pas choisi de démissionner. Il a demandé aux autres de le faire. Lui, il est au-dessus du « tintamarre politique », il va donc se constituer un gouvernement « d'hommes et de femmes sans autre considération que la capacité à exercer leur fonction », sans doute pour tenir jusqu'en 1978.

Giscard affirme nettement sa tactique contre celle de Chirac. Malgré ses airs de défaite, son discours continue à laisser entendre qu'il pourra surmonter la division du pays : « Depuis deux ans, j'ai évité soigneusement tout ce qui pouvait accentuer la cassure de la France. » Pas gêné.

S'il y a eu défaite aux municipales, ce n'est pas sa faute, c'est celle des autres ; les « politiques ». Et il les congédie. Vous avez bien travaillé, dit-il en substance, à ses an-

ciens ministres maintenant, je vais prendre les gens compétents. Et finalement, il n'exclut pas l'idée, en cas de défaite dans douze mois, de gouverner avec Mitterrand : « Votre choix sera respecté », a-t-il conclu.

Toutes choses qui ne peuvent qu'aviver les divisions au sein de la majorité. Pour du tintamarre, on risque d'en entendre ces jours prochains. Mais, rusé et subtil (ou du moins croit-il l'être), Giscard veut forcer le RPR à voter pour ce nouveau gouvernement et son plan d'action. Les gaullistes devront se prononcer à l'ouverture de la prochaine session parlementaire sur le programme « simple » de cette manœuvre simpliste.

Mais qui croit-il convaincre avec ce genre de simagrées ?

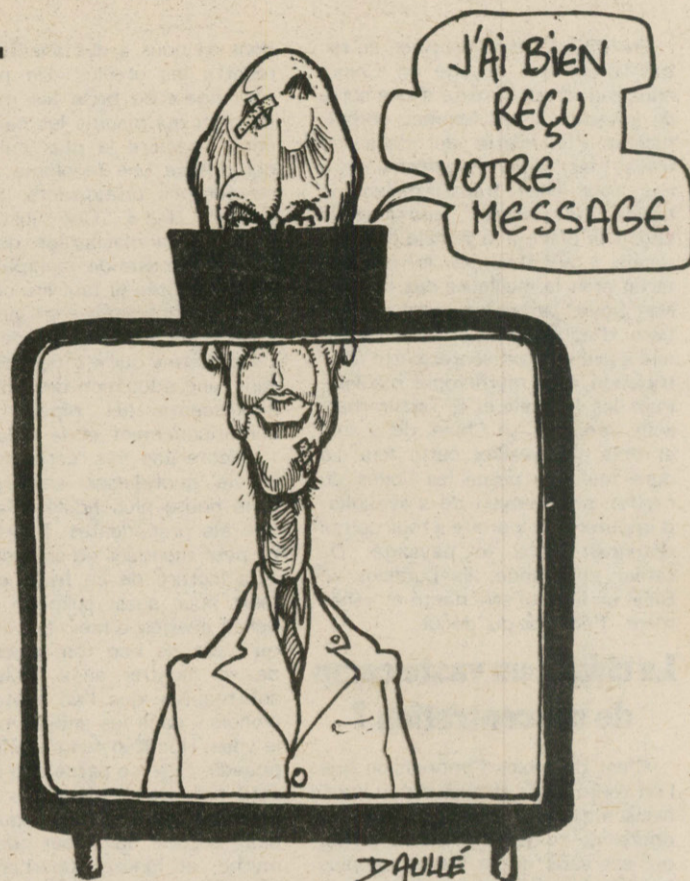
Paternaliste et emprunté, la communication du président annonce un gouvernement de transition : on prend du vieux pour faire du neuf. On recommence avec la même politique. On donne quelques coups de patte à Chirac, on appelle à l'unité. Mais en fin de compte, on débouche sur des « mesures simples et des mots simples » que les travailleurs comprendront comme il se doit : la continuation de l'austérité.

En se situant au-dessus des partis, Giscard joue les Ponce-Pilate. Mais c'est lui, sa politique et la classe qu'il représente que la masse des travailleurs a repoussé l'autre dimanche. Maintenant, il faut qu'il parte.

Jean-Yves Touvais

Après la démission du gouvernement Barre intervenue hier après-midi, Giscard d'Estaing s'est adressé au pays. Il a reconnu la défaite de sa « majorité » aux élections municipales. Il a annoncé une austérité avec des mots simples, un gouvernement de quinze ministres, des hommes et des femmes compétents... Aujourd'hui, outre Chirac, il recevra Barre, Edgard Faure et quelques autres. On devrait rapidement connaître la composition du nouveau gouvernement.

LIRE PAGE 4



L'ACCIDENT DES DEUX BOEING 747



Les restes des deux avions sur l'aéroport de Los Rodeos à Santa-Cruz de Tenerife aux Canaries.

PASSAGERS, SI VOUS SAVIEZ...

Lire en page 10

HUIT SOLDATS ARRETES EN RFA, DONT CINQ DE SPIRE

LIRE PAGE 6

Demain dans « Rouge » :
**LETTRE OUVERTE D'UN MARXISTE
REVOLUTIONNAIRE TCHECOSLOVAQUE
AUX ORGANISATIONS
D'EXTREME GAUCHE EUROPEENNES**

A propos du « Deuxième retour de Chine » de C. et J. Broyelle et E. Tschirarhart

Le paradis perdu

En 1973, Claudie Broyelle, au retour d'un bref voyage en Chine, nous rapportait l'image d'une sorte de paradis où les femmes constituaient « la moitié du ciel ». Le travail les avait transformées, à leur tour elles transformaient le travail, la famille traditionnelle céda la place à la famille prolétarienne « ouverte », et le mariage tardif était la meilleure des choses. Han Suyin, jamais en reste en matière d'apologie béate, se faisait une « joie » de présenter cette contribution à la mythologie maoïste. Puis, les Broyelle et E. Tschirarhart sont retournés en Chine, deux ans, et pour y travailler cette fois. La dure réalité a percé les voiles du mythe, plus moyen de s'aveugler, d'imputer à la « droite » tout ce qui détonnait dans le paysage. De retour en France, ils publient au Seuil un livre désenchanté et véhément, l'envers du décor.

La Chine, un vaste camp de concentration ?

C'est du moins l'impression que l'on retire de la lecture de ce livre. Nous n'avons guère de raisons de douter de ce qui nous est rapporté, qui est sans doute beaucoup plus proche de la réalité que les images pieuses de jadis. Un parti unique et omniprésent, qui s'infiltre jusque dans la vie « privée » des Chinois, que ce soit pour se procurer un logement, pour circuler, pour recevoir des gens la nuit si l'on habite dans l'enceinte d'une entreprise. Un parti qui annihile toute forme de démocratie prolétarienne, cette même démocratie prolétarienne

dont on nous a des années durant rebattu les oreilles. Un parti qui « arrange » ou brise les mariages, un parti qui planifie les naissances de la manière la plus autoritaire, qui diffuse une idéologie faite de stéréotypes crétinisants, bref qui « dirige tout ». Une justice qui tourne à la mascarade des meetings d'accusation manipulés, une presse ligotée (il faut lire comment est confectionnée la presse à l'usage de l'étranger), une morale « socialiste » qui n'a rien de séduisant, une éducation des enfants et adolescents qui repose sur le conditionnement et la délation...

Encore une fois, cette image de la vie quotidienne en Chine est sans doute plus fidèle à la réalité que les précédentes. Pourtant, on ne peut manquer de se sentir gêné à la lecture de ce livre, et de le tenir pour aussi suspect que les belles images d'hier. Est-ce parce qu'il est de bon ton, aujourd'hui, de se montrer aussi violemment anti-maoïste que l'on a été « pro-chinois » dans les années passées, le vilain Hua Kuo-feng ayant pris le pouvoir ? Est-ce parce que ce livre, écrit par d'ex-maoïstes, s'adresse manifestement à ceux qui n'ont pas encore fait leur deuil du mythe, et ignore superbement la plupart de ceux qui ont passé — et perdu souvent — leur vie à dénoncer le système bureaucratique ? Ainsi, lorsqu'il est question du stalinisme et de l'URSS, Trotsky n'est même pas mentionné, et ce n'est pas innocemment : il était, lui aussi, « léniniste ». Car c'est là que le bât blesse : ce « deuxième retour en Chine », c'est un cri d'espoir déçu, auquel nous ont accou-

tumés tous ceux qui préfèrent jeter le bébé avec l'eau du bain dès que la dure réalité ne correspond plus à leurs normes idéales.

Les modèles perdus

Il serait tout à fait intéressant d'entreprendre une analyse « psycho-politique » du besoin de « modèles » et de « grands hommes » infaillibles. Mais c'est un exercice éminemment périlleux, et nos auteurs s'y sont noyés. Au début de leur livre, ils nous expliquent que la passion pour la Chine avait une fonction, celle « d'innocenter » la « trilogie léniniste » (parti unique, idéologie unique, monopole d'Etat) de la débâcle « soviétique ». Les orphelins de Staline et de la patrie du socialisme avaient besoin, pour préserver leur idéal, d'en trouver la concrétisation ailleurs, et la Révolution Culturelle servit de support à leur auto-mystification. Mais, il y a loin de l'analyse des « motivations » des militants maoïstes occidentaux en mal de « modèle », sur la base du désarroi issu du stalinisme pourrissant, à l'analyse rigoureuse de la réalité chinoise elle-même. Et les témoignages que nous rapportent les Broyelle et E. Tschirarhart viennent alimenter des théorisations des plus douteuses et pas très nouvelles, ma foi. Leur vernis « gauche » les distingue-t-il vraiment d'un Simon Leys, qui n'a pas attendu que ce soit à la mode pour balancer quelques pavés dans la mare de la « sinophilie », et qu'ils rejoignent en parlant de « totalitarisme » ?

Car, puisque la Chine n'est pas rouge, elle est « totalitaire ». Le grand mot est lâché, à partir duquel tous les amalgames sont possibles. Seulement voilà, la Chine n'est pas l'URSS, et la Chine et l'URSS ne sont pas le Chili. Les analogies trop faciles n'ont jamais servi que la réaction. Nous n'avons jamais, pour notre part, identifié la Chine au « socialisme », et il est difficile de se départir d'un mouvement d'humeur en voyant nos auteurs « découvrir » que les comités révolutionnaires, à la fin de la Révolution Culturelle, ne se sont pas constitués sur la base d'élections, mais ont été « dans le meilleur des cas, désignés après « consultation démocratique » par l'armée et les cadres du parti ». Livio Maitan l'écrivait dès 1971.



mais quel maoïste y aurait alors prêté attention (1) ? Et nous prétendons que la « trilogie » que les auteurs attribuent à Lénine n'a rien à voir avec lui, mais qu'elle est le produit des contradictions d'une société en transition vers le socialisme (et non « socialiste »), contradictions aggravées par l'arriération des pays où la révolution s'est faite. De telles théorisations conduisent d'ailleurs les auteurs à des aberrations politiques, du genre « Staline, Mao, PCF, même combat »... pour le totalitarisme. Tout ça parce qu'ils seraient tous « léninistes », alors que s'ils ont un point commun, c'est de ne pas l'être, justement. Pour le reste, rien ne permet de les assimiler.

Une chose est de reconnaître que le phénomène bureaucratique n'est pas un « accident de l'histoire », comme a pu le laisser entendre Trotsky, mais qu'il s'enracine beaucoup plus profondément. Une chose est de devoir approfondir et renouveler si nécessaire l'analyse de la nature des pays dits « socialistes », non pour lancer un débat académique sur les révolutions passées, mais pour préparer le socialisme que nous voulons. Mais, c'est tout autre chose que de brader Lénine et Marx au nom des déraillements stalinien de l'histoire. Le livre de Claudie et Jacques Broyelle et Evelyne Tschirarhart peut constituer un élément du débat, mais nous ne les suivons pas dans la dérive qui va de Mao à Glucksmann.

Denise Avenas

(1) « Le Parti, l'armée et les masses dans la Révolution culturelle », Editions François Maspero.

150 000 racistes d'Afrique australe vont-ils s'installer en Amérique latine ?

Selon la Cimade, une opération de transplantation de l'apartheid en Amérique latine serait à l'état de projet. La presse bolivienne a rendu la nouvelle officielle : 150 000 colons blancs de Rhodésie, de Namibie et d'Afrique du Sud vont recevoir des terres à coloniser en plein cœur de l'Amérique latine, dans la région de « soudure continentale » que constitue la Bolivie.

Depuis la fin de 1976, la recrudescence de la mobilisation populaire et de la lutte armée dans les trois pays concernés pose aux gouvernements européens le problème de l'absorption imminente des colons blancs. La solution est donc recherchée du côté de l'Amérique latine.

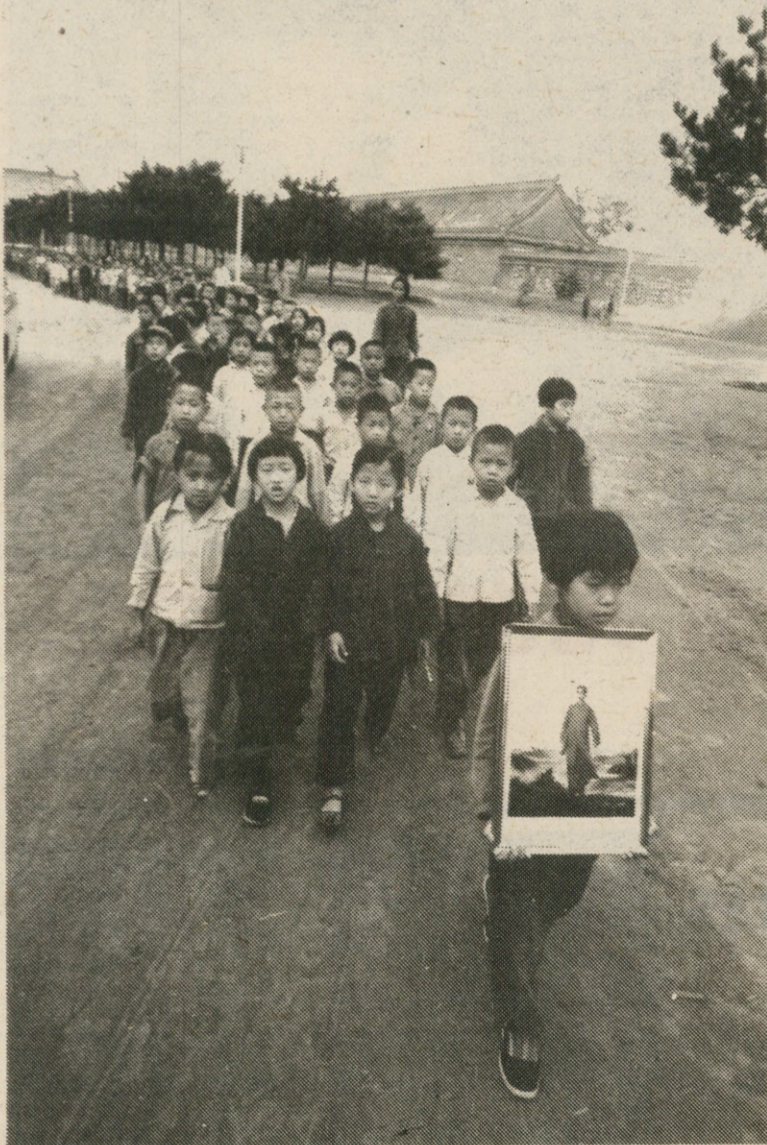
A la demande du gouvernement d'Allemagne fédérale, une réunion a eu lieu à Costa-Rica.

Un crédit de 150 millions de dollars est proposé par ce pays pour installer 30 000 familles de colons. Des gouvernements représentés à cette occasion, Argentine, Brésil, Uruguay, Venezuela, Bolivie, seul ce dernier a accepté intégralement la proposition.

Les terres où s'installeraient les futurs émigrants seraient déjà choisies : San Borja, Secure et Abapo Isozog... Il s'agit de régions très peu peuplées, car aucun investissement n'y a été effectué pour permettre jusque là l'installation de paysans boliviens.

D'importants pots-de-vin, comme il se doit, sont liés à ces tractations, et le régime de Banzer n'y serait pas resté insensible.

Enfin, l'implantation en plein centre du continent américain d'un noyau important de gens, marqués par l'anticommunisme et le conservatisme que l'on sait, dotés de moyens d'expansion importants, n'est pas un des aspects les moins importants du projet.



Allez les bébés !

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

Correspondance de Brazzaville

DERRIERE LES REGLEMENTS DE COMPTE, UN TOURNANT A DROITE

L'assassinat de N'Gouabi semble avoir été l'œuvre d'hommes très proches de lui et qui seraient liés à la bourgeoisie française. Lopez, ancien Premier ministre de N'Gouabi, entre-temps mis sur la touche, et qui a immédiatement regagné Brazzaville après l'annonce de l'assassinat du président, alors qu'il séjournait à Paris, a rendu une visite « discrète » à Journiac, conseiller des affaires africaines de Giscard, lors d'une escale à Libreville (Gabon).

Il fallait éliminer N'Gouabi qui, en dépit d'un processus de rapprochement vers l'Europe du fait de la banqueroute économique et financière de l'Etat congolais, banqueroute délibérément entretenue ces derniers temps par la France, puissance impérialiste dominante au Congo, n'était pourtant pas totalement acquis à ces intérêts en Afrique australe.

Il fallait également éliminer Massemba-Débat (exécuté) et Pascal Lissouba (incarcéré à perpétuité) qui pouvaient être des prétendants sérieux au pouvoir après la mort de N'Gouabi. Ils n'étaient pas eux aussi entièrement acquis aux intérêts impérialistes dans cette région. En somme, il fallait faire le vide autour de soi pour gouverner en paix. Toute cette machination hautement machiavélique devant apparaître aux esprits peu avisés comme un affrontement à caractère ethnocentriste. Une fois de plus, les puissances occidentales viennent de marquer un point. De leur point de vue, il s'agit de reconquérir le terrain perdu en Angola et de faire face aux bouleversements qui s'amorcent en Afrique australe.

Au Congo même, des courants vindicatifs « anti-nordistes » (le comité militaire actuellement au pouvoir étant composé pour l'essentiel d'officiers originaires du nord du pays), n'ayant pas compris le sens des événements, peuvent voir le jour, mais ne peuvent gagner en ampleur au point d'engendrer une réédition des événements de 1959 qui ensanglantèrent le pays à la veille de l'indépendance, opposant Bakongo (populations du Sud-Ouest) et Bangala (populations du Nord).

Il faut par contre s'attendre à ce que la nouvelle équipe nettoie ses propres rangs et développe dans un contexte de crise économique et sociale une ligne répressive très dure assimilant toute contestation émanant des travailleurs des lycéens et des étudiants à une agitation de caractère « régionaliste » ou « tribaliste ».

Correspondant

EUSKADI

Après l'amnistie

**Ils arrivent
aux compte-gouttes...**

de notre envoyée spéciale

Ils avaient promis l'amnistie immédiate le 11 mars. Quinze jours après, ce n'est qu'une petite vingtaine de prisonniers qui est arrivée. L'attente se fait de plus en plus longue dans tous les villages du pays basque.

« C'est le peuple qui nous a libérés », ont déclaré ceux qui sont arrivés ces derniers jours, « mais la lutte doit continuer pour la libération de tous. » Or, on parle d'une trentaine de prisonniers qui ne seraient pas amnistiés.

Jeudi, arrivaient à Derio (Biscaye), Diego Ellorieta, cultivateur de 55 ans, en prison depuis 1973 à Carabanchel. Des centaines de personnes l'attendaient : chants, danse d'honneur mais aussi banderoles exigeant la liberté immédiate pour tous.

Vendredi, Jose Luis Garcia Fernandes de Luco, en prison depuis mars 1973, arrivait à la gare de Vitoria. Le soir à Santurce et Sestao, des milliers de personnes recevaient Juan Jose Mendiola (en prison depuis avril 1974), Juan Antonio Mendizabal (depuis avril 1973 qui a fait plus de 200 jours de cachot) et Inaki Cuevas (depuis juillet 1973).

Des centaines de drapeaux et de banderoles. A Santurce, 5 000 personnes manifestent dans les rues. A Sestao, 8 000 personnes se concentrent devant la mairie. On peut assister aux mêmes scènes dans d'autres villages. Le même accueil triomphal, la même joie pour ceux qui arrivent, mais aussi la même attente, la même colère pour ceux qui restent.

**Devant les portes
de la prison
de Caceres**

La mère d'Inaki Viar (militant d'ELKI-LCR, en prison depuis huit ans) attend depuis le 12 mars. Elle pensait qu'il sortirait tout de suite. Elle pensait que ce serait le dernier voyage. Aujourd'hui, elle doit revenir à Bilbao, à 700 km de Caceres. En huit ans, elle a parcouru 212 000 km. Inaki a passé deux ans à Burgos, cinq à Ségovie, cinq mois à Carthagène, quatorze mois à Caceres, mais aussi à Carabanchel, Séville, Valladolid. Comme Anna Mari Viar, attendent les familles d'Ondorroa, Eibar, etc. et près d'une centaine d'autres.

**Grève de la faim
à Caceres**

Les six prisonniers politiques (Garmendia, Larena, Zubimendi, Canaveras, Viar et Jaka, les deux derniers militant à ELKI-LCR) ont commencé une grève de la faim indéfinie. « Nous n'avons aucune confiance dans les promesses de futures grâces pour ceux qui restent exclus de cette amnistie partielle... Notre seule espérance est la mobilisation

populaire pour la conquête de l'amnistie totale. »

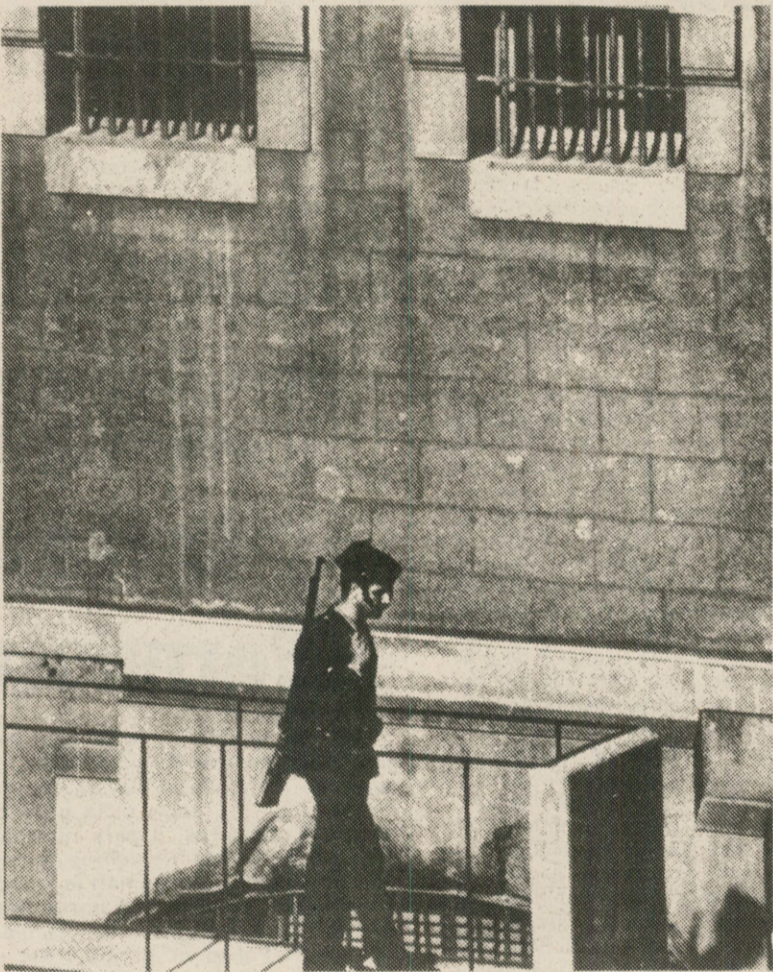
A 15 jours de l'Aberri Eguna, la fête nationale basque, on est loin de l'amnistie totale promise par le gouvernement. L'attente est longue, la colère monte. Il n'y aura aucune trêve dans la lutte pour l'amnistie pour tous et tout de suite.

Javie Villanueva et Rosa Olivares (porte-parole du MCE pour le Pays basque) sont toujours détenus par la garde civile. Trois machines offset,

une grande quantité de papier et de l'argent ont été volés à l'organisation.

Ceci pour paralyser les organisations révolutionnaires en s'attaquant à leur appareil de propagande. Ont été arrêtés également une quinzaine de militants de l'ORT et autant du PC. Toutes les organisations basques, sauf le PNV, nationaliste bourgeois, ont envoyé des motions de protestation.

G. Bengochea



Derrière les barreaux des prisons espagnoles, encore une dizaine de détenus politiques.

ITALIE

**UNE INTERVIEW
DE LIVIO MAITAN**

(secrétaire des GCR, section italienne de la IV^e Internationale)

Le quotidien romain *Il Messagero* a publié, il y a quelques jours, une interview de notre camarade Livio Maitan, dirigeant des Gruppi Comunisti Rivoluzionari (section italienne de la IV^e Internationale).

• **Comment jugez-vous la relance des mobilisations par la gauche du PCI ?**

— L'explosion de nouveaux mouvements de masse à la gauche du PCI entre à la fois dans la logique de la période de crise profonde du système qui dure depuis dix ans, et dans la logique de la situation qui s'est créée après la formation du gouvernement Andreotti. L'augmentation de l'influence générale du PCI, qui s'est traduite dans les résultats électoraux, n'a pas impliqué un renforcement des rapports entre le parti et les masses. Au contraire, tout en votant pour le PCI, qu'ils considèrent comme la seule alternative sur le plan politique institutionnel, des centaines de milliers de militants des mouvements sociaux et du mouvement de masse sont entrés dans une dynamique de contestation du système, en opposition avec la ligne stratégique de la direction du parti.

Après le 20 juin, le PCI a commencé à agir comme un parti de gouvernement, au moment même où le gouvernement lançait une offensive très dure contre le niveau de vie des masses, et contre des conquêtes ouvrières arrachées après de durs combats. C'est là qu'il faut rechercher les racines des tensions sérieuses qui se sont manifestées dès octobre dernier dans les rapports entre le PCI et des secteurs importants du mouvement de masse.

Il s'agit là d'un phénomène qui touche également la classe ouvrière, en particulier dans les grandes usines : Alfa Romeo, Italsider, etc. Les raisons pour lesquelles ces tensions se sont traduites par des explosions violentes chez les étudiants et les jeunes les plus touchés par la crise sont évidentes. Mais, il serait erroné de considérer comme marginaux les phénomènes qui se manifestent dans ce secteur. Il s'agit en fait d'une manifestation macroscopique des diffi-



Livio Maitan.

cultés énormes que rencontre une ligne qui propose des solutions réformistes graduelles, dans une période où s'imposent des mesures révolutionnaires radicales, une ligne qui implique l'appui à un gouvernement imposant des sacrifices sans offrir aucune perspective à moyen terme.

• **Pensez-vous qu'il soit juste de définir certains groupes agissant dans le mouvement comme des « squadristi » (fascistes) de 1919 ? Etes-vous pour ou contre les autonomes ?**

— Les éléments d'analyse que je viens de donner devraient suffire pour exclure un parallèle entre 1919 et aujourd'hui ; et le parallèle entre certains groupes actuels et les bandes fascistes de la place San Sepolcro...

En ce qui concerne les « autonomes », il faut faire la différence entre le mouvement de masse des étudiants, autonome dans la mesure où il a sa propre dynamique et ne subit l'hégémonie d'aucun parti, des groupes numériquement restreints, dotés d'une certaine organisation et d'une vision politique particulière, et des groupes de jeunes plus ou moins marginaux, organisés de façon épisodique et qui manifestent une poussée de révolte indiscriminée.

Nous nous plaçons du côté du mouvement de masse, indépendamment du jugement que nous portons sur les positions extrémistes et spontanées qui prévalent en son sein aujourd'hui.

Le mouvement étudiant a organisé une manifestation juste politiquement contre le projet Malfatti, contre la répression policière et pour le renversement du gouvernement Andreotti. Comme le 5 mars dernier, où il s'est doté d'un service d'ordre, non pas pour commettre des actes de vandalisme ou des attaques absurdes, mais pour garantir sa propre autodéfense légitime.

Le discours est différent pour ceux qui, partant d'une analyse erronée, veulent précipiter une épreuve de force par des actions aventuristes qui tentent d'imposer au mouvement de masse une pratique antidémocratique, dans le contenu encore plus que dans la forme.

Nous ne pensons pas que ces groupes puissent être combattus par des appels à l'union nationale avec la Démocratie chrétienne, principale responsable de la crise actuelle et de tous les phénomènes de désintégration sociale, ou, pire encore, par la demande de nouvelles lois répressives.

Il faut mener une dure bataille politique contre les partisans d'une ligne irresponsable qui risque de provoquer une spirale répressive qui pourrait frapper tout le mouvement ouvrier.

NOTES INTERNATIONALES

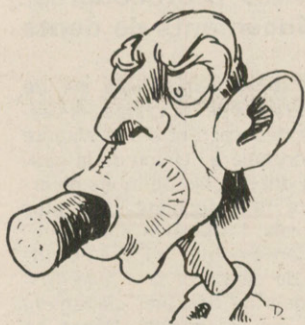
UGANDA :
**Un mouvement
de résistance à Brejnev :**
**« Cessez d'armer le
maréchal ! »**

Un deuxième mouvement de résistance ougandais clandestin « l'Alliance démocratique ougandaise » (ADO) a adressé une pétition à Brejnev, accusant l'URSS de maintenir au pouvoir Amine Dada et lui demandant de cesser d'armer l'Ouganda et d'aider à renverser le maréchal.

Un premier groupe, le « Front ougandais de résistance passive » avait, la semaine dernière, annoncé qu'il empoisonnerait le café ou le thé produit en Ouganda pour empêcher le régime de le troquer contre des armes.

« L'économie devient de plus en plus militarisée, écrit l'ADO, nous avons essayé de voir comment Amine peut être considéré comme un prolétaire, comment sa politique peut être utile aux masses, et nous n'avons pas réussi. Seule une aristo-

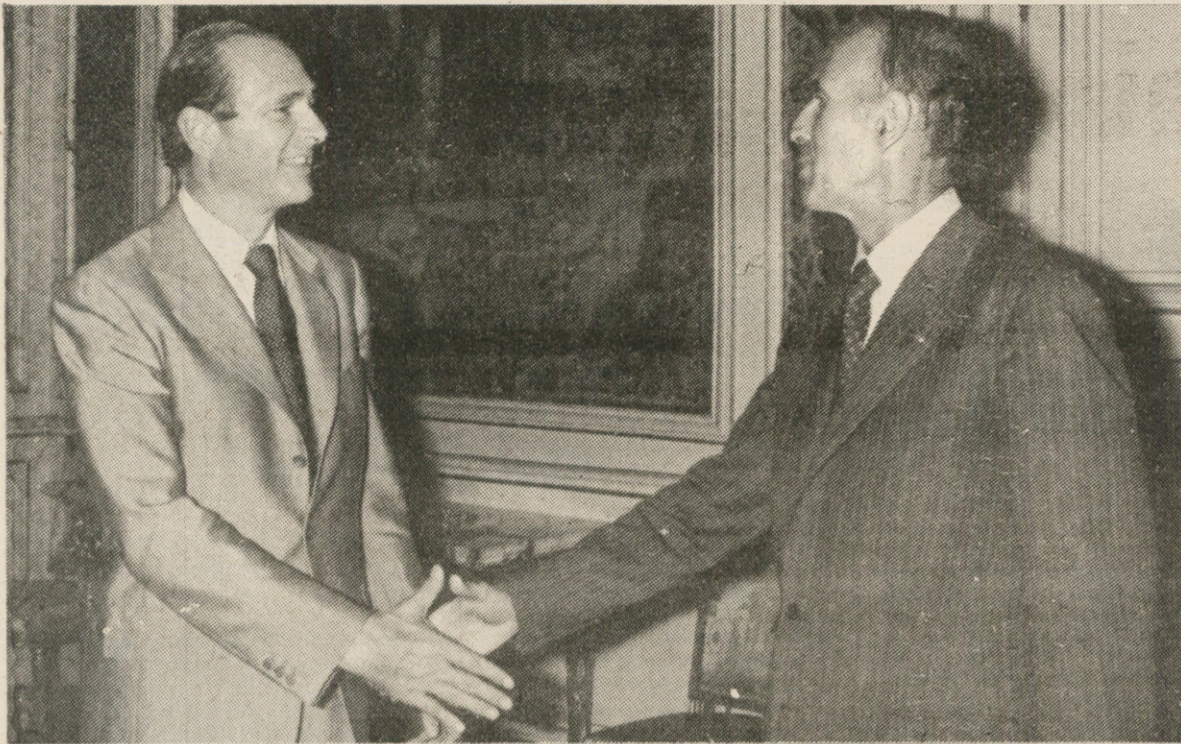
cratie militaire profite du pays que recouvre un manteau de terreur. Les libertés élémentaires de vivre, de travailler, de pratiquer sa religion, d'exprimer ses idées sont anéanties. »



URSS :
Un Américain à Moscou

Brejnev en personne a tenu à participer aux premiers contacts entre les diplomates soviétiques et américaines, depuis le renvoi de Kissinger, à l'occasion du voyage de

Cyrus Vance à Moscou. Il ne sera question que du problème de la limitation des armements stratégiques, c'est-à-dire de la préparation des prochains accords de limitation de ces armements atomiques, qui grèvent lourdement les budgets des deux états. Négociations difficiles dans la mesure où l'enjeu qui se cache derrière les économies très substantielles d'un ralentissement de la course aux armements (beaucoup plus vital pour l'URSS que pour les USA), c'est l'équilibre des moyens de riposte et de neutralisation atomique. La question des « dissidents » ne sera pas abordée, dans la mesure où le battage que fait Carter sur cette question, de même que les importants crédits aux radios de la CIA qui émettent vers l'URSS, ne servent que de moyens de pression externes pour tenter d'obtenir des concessions politiques de la part des dirigeants soviétiques. La violente réponse de Brejnev, considérant qu'il s'agissait d'une « ingérence inadmissible dans les affaires intérieures », montrant bien que c'est là que le bât blesse, n'a pas empêché ces messieurs de se livrer à la valse des sourires diplomatiques.



Chirac rencontre Giscard aujourd'hui La guerilla et l'entente

C'est donc aujourd'hui que Chirac rencontre Giscard. On s'attache à présenter ce rendez-vous comme quasiment protocolaire. N'est-il pas normal que le maire de Paris, nouvellement investi dans sa fonction, aille présenter courtoisement ses devoirs au chef de l'Etat ? C'est ce qu'on croirait volontiers si ce maire n'était pas le président de la formation bourgeoise qui a le mieux résisté à la poussée électorale de l'Union de la gauche, et si ce président n'était pas le chef discrédité d'une coalition

désavouée par la majeure partie de l'électorat.

Chirac se complait à afficher ses bonnes intentions. Il va rencontrer Giscard « dans le meilleur esprit et avec les meilleures intentions ». Mais son respect notoire de la fonction présidentielle n'est pas, on s'en doute, gage d'allégeance. Pas besoin d'être grand clerc pour sentir l'insolence derrière la courtoisie de pure forme.

Les positions du président du RPR sont fortes. Les municipales, et surtout bien sûr à Paris, ont montré que si le RPR n'a pas su soulever le raz-de-marée d'adhésion populaire auquel certains se prenaient à rêver, il est néanmoins

la seule formation de la coalition présidentielle à avoir su tenir face à la montée de l'Union de la gauche. Giscard, lui, ne peut qu'enregistrer la faillite de son projet de fédération des « centres », la déroute électorale de ses fidèles, la mise en échec confirmée de son projet politique face à l'Union de la gauche.

Une guerre de guérilla ?

Le calendrier politique, notamment celui que prévoit la session parlementaire qui s'ouvre en avril, est lourd de thèmes prêtant à conflit entre le RPR et les giscardiens : à commencer par la discussion sur le Parlement européen. Avant sa rencontre avec Giscard, Chirac a pris le pouls de ses troupes. Le comité central et le conseil politique ont, comme on pouvait s'y attendre, confirmé l'autorité du président du RPR. Mais surtout, ont été discutés les problèmes brûlants de l'heure. Si, sur l'éventuel changement du mode de scrutin (passage à la proportionnelle), g'hostilité du RPR est réaffirmée, les positions en ce qui concerne le Parlement européen sont beaucoup plus nuancées. Si certaines personnalités, genre Debré, sont en faveur de la plus grande intransigeance, la plupart des membres du RPR semblent résolus à ne pas provoquer d'épreuve de force sur cette question.

Il faut s'attendre à une guerre de guérilla parlementaire, à une critique en règle des concessions giscardiennes allant dans le sens d'une dilution de « l'indépendance nationale » mais, dans toute la mesure du possible, le RPR ne semble pas décidé à prendre la responsabilité du déclenchement d'une crise pouvant aboutir à la chute du gouvernement.

Sourires protocolaires et grincements de dents

Si la droite est divisée sur de nombreux points, ni Chirac, ni Giscard ne désespèrent d'une entente de raison face à l'Union de la gauche. Là encore, les optiques divergent. Le RPR souhaite que, plus que jamais, l'offensive soit clairement menée contre le PS. Il ne suffit pas de dénoncer le « collectivisme », mais de désigner clairement qui en est le fourrier. Débat en cours également sur le plan Barre et sur les perspectives de relance économique.

Le péril est en la demeure. Les sourires protocolaires sur le perron de l'Élysée ne cacheront pas les grincements de dents.

J.F. V.

J.F.V.

Giscard à la télévision

L'austérité « avec des mots simples »

Après avoir tiré un bilan des élections municipales, Giscard d'Estaing a déclaré :

« La France est profondément divisée. C'est pour elle un mal et une cause de faiblesse intérieure et extérieure. Certains conçoivent la majorité et l'opposition comme deux armées en campagne, dont l'une doit écraser l'autre. Je refuse cette attitude. Non, la majorité et l'opposition ne sont pas deux armées au combat, en France, mais deux choix offerts à la France. Pour moi, président de la République, les Français et les Françaises qui votent pour l'opposition sont des Français comme les autres. (...)

« Depuis deux ans, j'ai évité soigneusement tout ce qui pouvait accentuer la cassure de la France. Il m'aurait été facile de polémiquer et de participer, moi aussi, au tintamarre. C'est attitude a été interprétée à tort comme une faiblesse ou soupçonnée comme une complaisance. »

Puis, après avoir analysé les débats actuels dans la majorité présidentielle, il a avancé l'idée d'un « pacte majoritaire franc et loyal ».

Le président de la République a ensuite annoncé la démission du gouvernement Barre et la formation d'un nouveau gouvernement : « Pour clarifier la situa-

tion politique et pour que chacun prenne ses responsabilités, j'inviterai le gouvernement à présenter ce plan de douze mois au Parlement qui se prononcera par un vote à l'Assemblée nationale et au Sénat. »

Enfin, le chef de l'Etat a conclu sur l'importance du choix lors des élections législatives de 1978 : « Ce choix vous appartiendra et il sera respecté. »

Indice INSEE : sûrement plus de 0,6 %

L'indice INSEE des prix pour le mois de février sera connu aujourd'hui. Barre l'avait annoncé, il sera mauvais. Il dépassera même probablement les 0,6 % que le Premier ministre avait annoncé il y a quelques jours. Et ce n'est pas fini, ce sera pareil les trois prochains mois a prévu notre génial économiste. Rappelons que l'indice CGT pour février était de 0,8 %. Ils sont loin les cris de victoire annonçant la réussite du plan Barre après les 0,3 % de janvier. L'effet des petites manipulations du taux de la TVA est passé, les élections aussi sont passées.

Mais reste la prétention du gouvernement à limiter à 6,5 % les augmentations de salaires pour 1977, alors que son propre indice, pourtant manipulé, annonce une augmentation des prix supérieure.

Une conférence de presse du Parti communiste sur la police

Lorsque les réformistes rêvent

Au cours d'une conférence de presse tenue hier, le PCF a présenté sa nouvelle publication destinée à la police, « Police et nation ». Ce bulletin de quatre pages paraîtra dans un premier temps, tous les deux mois pour devenir ensuite mensuel. Tiré à 25 000 exemplaires, il sera distribué uniquement par des moyens militants (« les fonctionnaires de police eux-mêmes ») a tenu à préciser Louis Baillot qui donnait la conférence de presse) et par la poste, adressé aux policiers « à partir des fichiers qui sont accessibles à n'importe quel citoyen ». Le premier numéro, daté de février, explique que « Police et nation » est « destiné aux fonctionnaires de police ainsi qu'à tous ceux qui se préoccupent de la sécurité des citoyens et de la protection de leurs biens ». Le PCF souhaite d'autre part que son nouveau journal lui permette d'engager « un véritable dialogue avec les fonctionnaires de police. »

L'évolution de la situation politique et les résultats des dernières élections municipales rendent crédibles une arrivée de la gauche au pouvoir en 1978. Se décrivant lui-même comme « Parti national aspirant à participer à la gestion des affaires du pays », le PCF va donc, comme n'importe quel parti bourgeois, s'occuper de la police ; non pas en en contestant le principe, mais en la réformant pour la « démocratiser ». Une commission auprès du comité central travaille sur la question depuis quelque temps. L'état de ses réflexions n'est pour le moment pas connu, mais il y a fort à parier qu'il en sortira une approche platement réformatrice. L'objet même de sa réunion, tel qu'il a été décrit par Louis Baillot (étude des structures de la police française, de la sécurité, et investigation de la théorie de l'Etat), laisse présager ce qu'il en sera.

Indécrottable Pénélope, le PCF continue de caresser ses grands rêves de démocratisation de l'appareil de l'Etat bourgeois sans tenir compte des expériences des dernières années. Du Chili d'Allende à l'Allemagne fédérale

de Schmidt, la police a montré qu'elle savait résister, indépendamment de la volonté individuelle des policiers eux-mêmes, à toutes les volontés de réformes « démocratiques ». Mais le PCF n'en a cure. Soucieux avant tout de ne pas effrayer il sera immanquablement amené à caresser les policiers dans le sens du poil, en confortant leurs réflexes les plus corporatistes. Ce n'est aider ni les policiers qui cherchent à en finir avec la fonction qu'on leur fait jouer ni les travailleurs qui veulent en finir avec leur exploitation.

Les mêmes problèmes sont d'ailleurs posés au Parti socialiste. La récente annonce publique de l'existence d'une section socialiste d'entreprise dans la police parisienne, puis le démenti vigoureux de Georges Sarre, ont levé un coin du voile sur les divergences qui agitent le PS sur la question. (Cf. Rouge du 9 mars 1977). En attendant la section socialiste « qui n'existe pas » a distribué jeudi dernier un tract devant deux commissariats et un mess, appelant les policiers à la rejoindre.

G. M.

Jean Kay : « Dassault finance les bonnes causes »

Jean Kay n'est pas mort. Et il cause. Ou plutôt il écrit. Au Point, pour être précis. Cet hebdomadaire est en effet devenu la boîte à lettres habituelle des documents explosifs concernant l'affaire Dassault-de Vathaire.

Que dit Jean Kay ? « Mon silence ne découle pas d'une culpabilité présumée (...) Je parle aujourd'hui, car Hervé de Vathaire a trop lourdement payé pour une faute qu'il n'a pas commise. Cet homme, dont j'estime les qualités de cœur et d'esprit, a accepté l'épreuve de la prison par loyauté vis-à-vis de son employeur (...) Les huit millions de francs lourds que m'a remis de Vathaire ne proviennent pas d'un « abus de confiance », d'une escroquerie ou d'une manière de chantage. Ils résultent d'un don de M. Dassault au bénéfice des causes pour lesquelles j'ai engagé ma vie et mon combat. Il n'y a jamais eu d'affaire ». Il y a eu l'impétuosité de M. de Bénouville, qui a déposé une plainte en ignorant que M. Dassault en personne avait donné son accord et son visa pour débloquent les fonds remis à M. de Vathaire par le directeur de la BNP. Ce don de Marcel Dassault (qui lui fait honneur, en cette circonstance précise) a été couvert par le secret (...) Je ne puis révéler la destination de cette somme. Mais je peux dire que l'usage qui

en a été fait ne serait désapprouvé en rien par l'ensemble de ceux qui œuvrent pour la Liberté et la Paix. »

Jean Kay a l'art de jeter les pavés dans les mers. Il les choisit de préférence bien boueuses. Dit-il vrai ? En totalité, ou en partie ? On a déjà appris que Dassault finançait la propagande électorale de Chirac. Pourquoi pas les phalanges libanaises, à la cause desquelles le mercenaire Jean Kay est, comme on sait, tout dévoué ? Le cynisme avec lequel Dassault a expliqué récemment à une commission d'enquête parlementaire, comment il détournait les fonds publics, flouait le fisc et accumulait son magot, laisse penser qu'il est susceptible de dons généreux pour certains de ses amis. Il est vrai que ces 8 millions « détournés » n'ont pas fait l'objet d'une plainte. Tout le monde ne peut se permettre une pareille mansuétude.

Dassault repousse la version de Kay. « Il n'a, dit-il, pas eu le plaisir de connaître ce monsieur ». On a les plaisirs qu'on peut. Mais qui donc peut croire un Dassault sur parole, ou un Jean Kay, d'ailleurs ? Affaire à suivre donc, en attendant le prochain pavé.

J.F. V.

Les lendemains des municipales

Dans les municipalités de gauche, des initiatives de solidarité avec les travailleurs voient le jour. Mais plus tard ?

Tous les maires de France et de Navarre sont maintenant élus. Après le scrutin de la semaine dernière, il ne restait plus qu'une formalité. En général, le nom du maire avait été négocié lors de la formation des listes. Les cérémonies terminées, chacun a tenu à faire son petit acte symbolique pour remercier ses électeurs. A droite, outre la continuation des opérations immobilières les plus rentables, on a souvent fait dans l'écologie. Ainsi Chirac a-t-il interdit l'usage de la cigarette pendant les séances du conseil !

Dans les municipalités de plus de 30 000 habitants nouvellement dirigées par les listes de gauche, on a au contraire voulu marquer la

différence de manière plus sérieuse. Les nouveaux élus ont exprimé immédiatement leur solidarité avec les travailleurs. Les premières mesures décidées à Nantes par exemple — le transport gratuit pour les chômeurs — ont cette fonction. Notre correspondant de Brest cite aussi le cas du nouveau maire socialiste.

Mais toutes ces initiatives d'un lendemain de victoire ne doivent pas faire illusion. Il est probable — et l'expérience passée l'a montré — qu'à moyen terme plus d'un espoir mis dans ce changement de municipalité sera déçu. Nous reviendrons dans les prochaines semaines sur la politique concrète des nouveaux maires du PC et du PS.

BREST : UN DISCOURS D'OUVERTURE EN BRETON...

De notre correspondant.

La gauche a remporté la victoire de quelques dizaines de voix à Brest. Mais son succès ne doit rien au hasard : s'il est vrai que la division de la droite a dérouter beaucoup d'électeurs conservateurs et entraîné un assez fort taux d'absentions, il n'en reste pas moins que l'accession à la mairie de la gauche est le résultat d'un travail systématique de longue haleine, notamment du PS, dans les quartiers neufs.

L'équipe qui arrive à la mairie est, dans l'ensemble, jeune et peu expérimentée sur le plan de la gestion. Elle hérite d'une situation difficile : une ville sans projet de développement économique cohérent où le nombre officiel de chômeurs a maintenant atteint 7 000. Une ville aussi où le sous-équipement en matière de santé apparaît tragiquement : l'hôpital est particulièrement victime de l'austérité gouvernementale, incapable notamment de répondre aux besoins des femmes, non seulement en matière d'avortement et de contraception, mais également d'accouchement !

La nouvelle municipalité, dont tous les postes clés sont occupés par le PS, a voulu rompre avec la routine dès le premier jour de son installation : la première séance du conseil s'est déroulée en présence d'un très nombreux public fait devenu inhabituel dans ces locaux, et qui faisait dire à certains cadres administratifs, sur un ton un peu pincé, que l'hôtel de ville risquait de devenir une maison du peuple...

Autre fait inhabituel : le discours d'ouverture du président de séance prononcé en breton avant d'être traduit en français. Et dans le même esprit, après le traditionnel dépôt de gerbes au monument aux morts, le conseil municipal devait se rendre à pied, accompagné en mini-manifestation par quelques centaines de militants, déposer à la sous-préfecture une déclaration solennelle sur l'emploi à Brest.

Quelques jours plus tard, il y avait encore deux adjoints ceints de leur écharpe en tête de la manifestation du personnel hospitalier contre l'austérité imposée à l'hôpital, mais il s'agissait de deux élus PC.

Par ailleurs, les nouveaux élus semblent surtout soucieux de se donner le temps d'étudier la situation léguée par leur prédécesseur avant de s'engager dans des changements spectaculaires. Ils soulignent fréquemment leur souhait de

voir venir les demandes et les initiatives des intéressés eux-mêmes à la base. Nul doute que ce souhait sera rapidement entendu des mouvements de masse concernés, tant

NAUSSAC : ÇA REPART !

Naussac : de notre correspondant.

En Lozère, la poussée de la gauche a été spectaculaire. Sur cinq villes de plus de 2 000 habitants, une était à gauche (Marvejols), aujourd'hui, trois de plus ont basculé : Florac, Saint-Chély, Langogne. Seule Mende reste le fief de la réaction, mais son pouvoir électoral y est entamé : sept élus de gauche sur vingt-huit. L'Union de la gauche approche dans beaucoup d'endroits un score double de celui obtenu lors des précédentes consultations.

Ouverture des chrétiens, certes, mais aussi mécontentement face à la liquidation de la région. La région de Naussac a été touchée par ce phénomène. Dans le village même, le maire sortant favorable au barrage a été battu par une liste de paysans opposés au projet d'EDF (9 sièges sur 11). A Langogne, ville de tradition catholique rétrograde, la gauche crée la surprise en emportant la majorité des sièges (12 sur 23). A Auroux, une liste de jeunes opposés à la liquidation de ce coin succède au maire sortant, jeune cadre de l'hôtel Matignon !

Sur place, le comité de défense de la vallée de Naussac explique que ces élections sont le test du mécontentement de la population, de son opposition au barrage. Cela l'incite à reprendre l'offensive. Déjà, il y a quinze jours, la préfecture avait reculé : elle a annulé la convocation de deux paysans devant la commission de retrait du permis de conduire pour entrave à la circulation (un tracteur !). Une manifestation avait été décidée ce jour-là.

Des actions de masse sont envisagées : planter des arbres à Naussac, le 16 avril (journée de l'arbre décrétée par Giscard), l'occupation du terrain est un projet pour cet été, mais d'ici là, la mobilisation continue car la situation peut évoluer rapidement à Naussac.

au niveau du personnel communal que de la population. Le moment viendra alors de juger sur pièces de la fidélité des engagements pris.

ROUEN : PC ET SAISIÉS

De notre correspondant.

C'était quelques jours après la réélection sans gloire de Lecanuet à la mairie de Rouen : à la suite de la saisie de tous les meubles de Mme Bailleuil pour une dette de 120 F, le PCF organisait, dans la journée de vendredi, une mobilisation. La ville était couverte d'affiches, des tracts étaient diffusés partout... Pourtant, le soir, c'étaient seulement 250 personnes qui se trouvaient devant l'hôtel de ville, face à la police, une fois de plus envoyée par Lecanuet...

Pourtant, après la saisie, l'émotion était grande dans le quartier de la Sablière et de très nombreux travailleurs de l'agglomération étaient prêts à se mobiliser, d'autant plus que les saisies et les expulsions vont se multiplier dans les semaines qui viennent... C'est la rançon d'une politique sectaire destinée à redorer le blason du PCF en le mettant en avant comme unique défenseur des travailleurs.

Les militants de la LCR ont diffusé un tract devant l'hôtel de ville ; les militants du PCF l'ont bien accueilli, ce qui indique qu'ils ressentent plus ou moins nettement le caractère sectaire de cette initiative, tel que l'avait conçue le Parti...

Plus tard, les militants du PCF et des travailleurs de la Sablière sont venus troubler l'ambiance feutrée du conseil municipal. La séance était publique, Lecanuet a été interpellé sur les saisies et les expulsions ; dédaigneusement, il a refusé de répondre. Mal lui en a pris : un tel chahut s'est déclenché qu'il n'a plus pu en placer une ! Tempêtant, menaçant de faire évacuer la salle par les flics qui se tenaient à l'extérieur, il a fini... par prendre la porte lui-même !

De cette initiative sectaire du PCF ressort quand même un élément positif : la question des expulsions est maintenant portée sur la place publique : même le très réactionnaire Paris-Normandie a dû y consacrer une page...

NUCLEAIRE

Fausse alertes sur Fessenheim

Le préfet du Haut-Rhin a déposé une plainte contre X après la fausse alerte dans trois villages proches de Fessenheim. Dans un communiqué, il « en appelle à l'opinion publique pour condamner sévèrement » les auteurs de la fausse alerte, stigmatise « l'inconscience » et le « mépris total des populations » et explique doctement que le plan ORSEC-RAD a tout prévu...

Dans des villages proches de la centrale nucléaire de Fessenheim, une fausse alerte a été déclenchée pendant la nuit de samedi à dimanche. Le « Groupe de résistance à l'armement et à l'industrie nucléaire » (GRAIN) a revendiqué dans un communiqué le déclenchement des sirènes d'alarme à Fessenheim, Blodelsheim, Heiteren et Hirtsfelden vers 1 h 45 du matin.

Le GRAIN déclare dans un communiqué « qu'il mettra tout en œuvre — à l'exception des moyens qui porteraient atteinte aux personnes physiques — pour arrêter le premier réacteur de Fessenheim tant que le plan ORSEC-RAD ne sera pas publié et tant qu'une véritable commission de contrôle indépendante n'aura pas déposé ses conclusions. »

L'arrêt de la centrale nucléaire de Fessenheim a été de nouveau réclamé par les comités de défense

de l'environnement allemand et français du Bade-Wurtemberg et d'Alsace, hier à Fribourg en Brisgau.

Dans une déclaration, les comités dénoncent les lacunes qu'ils ont décelées dans le catalogue des mesures de sécurité envisagées par les autorités de la région de Fribourg en cas de catastrophe nucléaire à Fessenheim. Selon ce document dont un exemplaire a été récemment dérobé dans une administration allemande, il serait prévu d'utiliser les piscines et les installations de lavage des garages comme stations de décontamination. L'eau, devenue radio-active, serait ainsi dispersée dans les égouts alors que les mesures de sécurité définies au niveau fédéral stipulent qu'un liquide ainsi pollué soit dirigé vers des fosses de filtrage profondément enfouies dans le sol...



CORSE

Le FNLC

revendique les attentats

Le Front national de libération corse (FNLC) revendique tous les attentats commis dans la nuit de vendredi à samedi, sauf un commis contre un dancing. Le FNLC précise que les attentats commis les nuits suivantes ne sont pas « le fait de ses commandos ». Il poursuit : « Les actions de principe que nous avons entreprises dans la nuit de vendredi à samedi ont eu pour objet de rompre le silence après un temps de réflexion qui aura permis au peuple de juger les perspectives offertes par les autonomistes d'une part et le « cirque électoral » d'autre part. » Le FNLC estime que le peuple corse « est en danger de mort ». Il considère que les partis de gauche « veulent faire prendre des demi-mesures pour des solutions et faire disparaître les effets, sans s'attaquer aux véritables causes du mal. »

Toujours à Paris

LE DEUXIEME PROCES WILLOQUET S'EST OUVERT HIER

Le deuxième procès contre Willoquet et sa femme Martine a commencé hier. Condamnés vendredi dernier respectivement à 20 et 5 ans de réclusion criminelle pour hold-ups à main armée, Jean-Charles et Martine Willoquet sont, cette fois, poursuivis pour l'évasion du palais de justice en juillet 1975. Aidé de sa femme, déguisée en avocate, Willoquet avait pris en otage deux magistrats et blessé grièvement deux gendarmes qui tentaient d'empêcher sa fuite.

Quelques mois plus tard, il devait encore une fois tirer sur les policiers qui voulaient l'arrêter. Martine Willoquet, blessée, était alors reprise. Son mari ne devait l'être qu'en décembre 1975, cette fois sans coups de feu.

Le procès, qui devrait se terminer au plus tard mercredi, a commencé hier par les interrogatoires des accusés. Un air de déjà vu flottait dans le prétoire, de même que parmi les jurés dont cinq membres avaient déjà participé aux précédentes assises. Jean-Charles Willoquet risque la peine de mort.

Le procès des Bretons

Le réquisitoire prononcé aujourd'hui

Par témoins interposés, le procès de l'oppression de la Bretagne continue

Les derniers témoins de la défense ont été entendus, hier, au cours de la sixième audience du procès des autonomistes bretons devant la Cour de sûreté de l'Etat. Le réquisitoire sera prononcé aujourd'hui et l'arrêt devrait être rendu demain.

Une douzaine de témoins ont été entendus. Ils ont fait le procès de la Cour de sûreté de l'Etat et de la politique d'oppression du pouvoir central. Plusieurs enseignants, comme

Jacques Gallot de Saint-Brieuc ou Jean-Pierre Le Dantec, ont parlé d'exploitation culturelle et sociale. Un député socialiste du Finistère, Le Pensec, a défendu les propositions de son parti pour la Bretagne. Puis un écologiste de Quimper, un militant breton quatre fois licencié, un militant non-violent, l'abbé Jean Toula, Alain Krivine et Youen Gwernig, chanteur

En Bretagne même, la solidarité avec les inculpés s'est organisée.

La solidarité

De notre correspondant.

Dimanche à Monerblanc, près de Vannes, les comités bretons anti-répression (COBAR) ont organisé un rassemblement régional de soutien aux sept militants bretons passant devant la Cour de sûreté de l'Etat. Environ cinq cents personnes ont participé à cet après-midi, durant laquelle se sont succédés chanteurs et sonneurs bretons, une pièce de théâtre faite par des travailleurs nantais sur la justice. En fin de journée, des interventions sur le procès ont eu lieu. Les COBAR ont rappelé l'origine de l'actuelle parodie de justice (raffle d'octobre 1975), qui sont les inculpés, comment se présentent les conditions d'emprisonnement et d'interrogatoire.

La dimension et la signification politiques de cette affaire ont été bien entendu soulignées. Le pouvoir doit savoir que les travailleurs ne sont plus dupes des manœuvres qui, sous couvert de chasse aux terroristes, visent à museler tout mouvement politique, syndical ou culturel luttant contre la surexploitation économique de la Bretagne, pour le droit de vivre et travailler au pays. Cela a d'ailleurs été redéveloppé par les témoins qui sont intervenus ensuite.

Ils ont été unanimes pour dénoncer l'internement abusif (dix-huit mois) de Jean-Charles Denis, le vide des dossiers, le caractère d'exception de cette juridiction au service de la répression. L'un des témoins a particulièrement parlé des conditions dans lesquelles ils ont été accueillis à la Cour de sûreté de l'Etat : passage entre 30 ou 40 gendarmes puis, pendant deux heures, cloisonnement dans une pièce sans fenêtre. Le père de J.-C. Denis, présent pendant deux jours, n'a pas pu parler à son fils.

Au cours de ce procès, on aura aussi pu constater que la justice de classe ne respectait même pas sa légalité. En effet, certains témoins de la défense n'ont pas reçu leur convocation, restée bloquée on ne sait où. Face au problème breton et dans le cadre d'une juridiction d'exception, la bourgeoisie n'essaie même plus de garder un semblant de légalité.

A travers ce rassemblement, on aura pu noter que la solidarité et le soutien exprimés aux sept militants inculpés étaient le fait de travailleurs et paysans de tous âges, dont de nombreux ne sont pas militants. Et pourtant la police n'avait pas hésité, la veille, à contrôler les identités, fouiller quelques voitures dans le but d'intimider les éventuels participants au rassemblement du lendemain. Tous les gens sont venus là, montrer que la révolte bretonne n'est pas le fruit du hasard mais est bien ancrée au plus profond des luttes et qu'elle ne cessera qu'avec la destruction de l'Etat français.



armée

HUIT SOLDATS ARRETES EN RFA, DONT CINQ DE SPIRE...

Trois des appelés sont accusés d'avoir peint le slogan « Soldats français hors d'Allemagne ! » sur des maisons allemandes

Trois appelés du contingent, impliqués dans les incidents qui se sont produits en février dernier au 32^e régiment de génie à Vieux-Brisach (RFA), ont été punis pour raisons disciplinaires de plusieurs semaines d'arrêts de rigueur et ventilés dans d'autres unités en Allemagne.

Un porte-parole de l'état-major de Baden-Baden a précisé lundi que Gérard Capon de Strasbourg, et Pascal Hure de Paris, avaient reçu 60 jours d'arrêts de rigueur. Ils ont été transférés respectivement à Stetten (Bade-Wurtemberg), au 3^e régiment de dragons, et à Frigourg-en-Brisgau, au groupe d'aviation léger divisionnaire. Le troisième, Philippe Maréchal de Paris, a été envoyé à Donaueschingen au 14^e régiment d'infanterie, où il purge 30 jours d'arrêts de rigueur.

Capon, Hure et Maréchal, déclare-t-on de source militaire, ont été les instigateurs des incidents qui se sont produits le 18 février à Vieux-Brisach, deux jours avant l'organisation d'une

« journée des familles » au 32^e génie. Des slogans à caractère politique, tels « Soldats français hors d'Allemagne », « Solidarité soldats français et travailleurs allemands » avaient été peints sur des maisons allemandes. Des propriétaires ayant porté plainte, une enquête avait été ouverte par la gendarmerie française. Une délégation composée de représentants syndicaux et du frère de Gérard Capon doit se rendre mardi à Vieux-Brisach, pour tenter d'être reçue par le colonel commandant le 32^e régiment du génie.

Le porte-parole de l'état-major de Baden-Baden a d'autre part annoncé que cinq appelés, appartenant au 10^e régiment de génie et au 1^{er} régiment de spahis, stationnés à Spire (Rhénanie-Palatinat) ont été mis aux arrêts de rigueur. On leur reproche d'avoir voulu organiser un comité de soldats et d'en rédiger un des organes clandestins, le « Spirate-Rouge ».

AFP.

...MAIS « SPIRATE ROUGE » A TROIS ANS



« Spirate-Rouge », journal des comités de soldats de Spire (10^e RG, 1^{er} RS), fête son 3^e anniversaire. Un petit événement pour un comité qui, comme c'est le cas dans toutes les casernes, a eu à subir à plus d'une reprise les coups de boutoir de la répression, les arrestations, les mutations, les intimidations et brimades de toutes sortes. En 19 numéros, « Spirate-Rouge » a su rendre compte régulièrement de la vie quotidienne des appelés, expliquer, à partir d'exemples concrets, vécus par tous, le sens et la portée des revendications avancées par le comité.

Sur 22 pages, et en couleurs, le numéro anniversaire ne manque pas à la tradition : un maximum d'informations et d'échos, une mise à jour minutieuse du cahier de revendications. « La vie quotidienne commune à tous les soldats, aviateurs, marins, détermine les revendications générales communes à tous. Toutefois, notre situation géographique particulière crée des problèmes propres aux FFA. Nous cherchons donc à incorporer à une plate-forme générale des comités les revendications spécifiques à l'Allemagne. » Au premier plan de ces revendications : le retrait des troupes françaises en RFA.

Les scandales ne manquent pas. Les brimades quotidiennes, que certains personnels d'encadrement voudraient faire admettre comme banales sont vigoureusement dénoncées. Celles qui sévissent en manœuvre par exemple. « La moins dangereuse consiste encore à faire monter et descendre les appelés d'un camion en marche, sac sur le dos. » A lire Spirate-Rouge, on apprend qu'il se passe de drôles de choses.

« Il était une fois à Duden,

un camion avec 18 boeufs à l'intérieur, et un fumigène soigneusement attaché avec du fil de fer, pour qu'on ne puisse pas le retirer. Pendant que le camion roulait, un sergent (le plus lâche ou le plus faible, ou peut-être le plus con de la bande de joyeux rigolos qui avait attaché le fumigène) l'a fait sauter. Résultat : dix appelés intoxiqués à l'infirmerie. Le colonel a bien ri, mais comme il y a eu une casse de fusil brûlée et une caisse de Berliet noircie, il a tout de même mis quatre jours d'arrêts au sergent responsable. Au fait, combien aurait eu un appelé pour une faute de ce genre ? » Mais à Spire on a (chez les gradés) l'habitude des incidents de ce genre : les pieds gelés en cours de manœuvre, les accidents « de routine », on connaît...

C'est précisément cette « routine »-là que Spirate-Rouge dénonce inlassablement, en réclamant le droit à la sécurité, le droit de porter plainte contre les supérieurs quand ils commettent des fautes, la création de commissions d'enquête civiles lors des accidents, etc.

Spirate-Rouge a trois ans. Au grand dam des flics de la SM. Bon anniversaire.

La CFDT avec ceux de Vieux-Brisach

A la suite de la répression qui a frappé plusieurs appelés du 32^e RG de Vieux-Brisach (dont Gérard Capon, Pascal Hure et Philippe Maréchal), la solidarité extérieure commence à s'organiser. Nous reproduisons ci-dessous un extrait de la lettre ouverte de l'UIB-CFDT de Thann-Cernay.

« Aujourd'hui, comme dans tous les régiments, alors que les luttes de soldats pour les libertés élémentaires se développent largement, les militants politiques et syndicaux sont les premières victimes de la répression.

« Vous n'êtes pas sans savoir le tragique accident survenu à Thann, et qui a causé la mort d'un jeune appelé du 12^e Régiment de cuirassiers stationné à Mulheim (mort par noyade lors de manœuvres, sans que les mesures élémentaires de sécurité soient prises). Il est donc justifié que les militaires revendiquent l'élection dans les casernes de délégués de soldats qui seraient chargés, entre autre, de veiller au strict respect des règles de sécurité, comme cela existe dans le civil, c'est-à-dire dans les entreprises (CHS).

« Nous, UIB de Thann-Cernay, sommes solidaires et soutenons cette revendication car, pour nous, un homme sous l'uniforme est un travailleur à part entière, et doit avoir les mêmes droits.

- « Nous demandons :
- la libération des emprisonnés ;
- la reconnaissance aux soldats des libertés démocratiques ;
- de savoir ce que sont devenus ces trois appelés, le motif de leur emprisonnement et leurs mutations... »

CFDT, Union interprofessionnelle de base Thann-Cernay

FONCTION PUBLIQUE NEGOCIER LE PLAN BARRE ?

24 février, 3 mars, 24 mars, rendez-vous pris pour le 12 avril, les négociations salariales de la Fonction publique n'avancent guère. C'est que, d'un côté comme de l'autre, les enjeux sont importants : le « contrat » salarial détermine, pour l'année en cours, les salaires de l'ensemble des fonctionnaires (actifs, retraités, ou assimilés fonctionnaires) auxquels s'ajoutent les agents des PTT et des services de santé.

Les discussions sont aussi un test de l'attitude des syndicats (FO, FEN, CGT, CFDT) vis-à-vis du gouvernement.

Depuis le premier contrat de 1970, la mécanique est bien réglée. La référence centrale à l'indice INSEE pour le niveau des salaires s'accompagne de quelques mesures catégorielles, ce qui permet à FO et à la FEN de signer en expliquant que tout compte fait, le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne se dégrade pas. CGT et CFDT dénoncent le contrat après une ou deux grèves de 24 heures, mais sans avoir jamais pu le mettre réellement en cause. Pour le gouvernement, c'est tout bénéfice : quand il est contraint de céder un certain nombre de choses comme après les grèves de novembre 1974, il les accorde dans le cadre des contrats de l'année suivante, pour bien accrédi-ter l'idée que grâce à FO et à la FEN, le combat ne paie pas, seuls les contrats payent ! En attendant, le pouvoir d'achat se dégrade depuis sept ans.

Un blocage sans défaillance

Pour 1977, Barre a annoncé la couleur. Dans ses instructions aux ministres et secrétaires d'Etat (du 8 novembre dernier), il indique : « La progression de l'ensemble des éléments constitutifs de la masse salariale ne devra pas excéder la hausse des prix. » En précisant, pour être sûr que la masse salariale n'augmentera pas trop, « aucune mesure catégorielle », « pas de hausse des primes et indemnités », « limiter au strict minimum les glissements hiérarchiques », « aucune réduction de la durée du travail ». Le tout à appliquer « sans défaillance ». Autrement dit, c'est le blocage général.

La masse salariale

Cela s'est traduit par la formule proposée le 3 mars dernier : $M = P + 1/4 Q (9,5 - P) - 3/5$

Derrière la complication technocratique, les objectifs sont clairs. Il s'agit d'abord de parler en terme de masse salariale (M). Comme, par toute une série d'effets mécaniques (remplacements des départs en retraite, glissements hiérarchiques), la masse salariale croît, de toute façon, quasi automatiquement ; maintenir cette masse salariale revient à baisser le pouvoir d'achat du salaire moyen.

Ensuite, on explique aux fonctionnaires : si les prix (P) ne montent pas trop et que la production (Q) augmente suffisamment, votre pouvoir d'achat augmentera (un peu), et par rapport à l'indice INSEE ! En fait, quand on applique les prévisions les plus récentes (9,1 % d'augmentation des prix et 2,6 % de la production (PIB) pour 1977, selon les prévisions du ministère des Finances), on arrive déjà à une baisse importante du pouvoir d'achat.

On aurait obtenu le même résultat, baisse du pouvoir

d'achat, en appliquant la formule proposée pendant les deux dernières années. C'est dire aux fonctionnaires qu'ils n'auront rien, et même moins que rien, pour 1977. Pas besoin de se cacher derrière une formule pour ça.

Un risque important

La pilule est trop dure à avaler, même pour FO et la FEN, qui se retrouvent du coup avec CGT et CFDT, pour refuser ce type de formule. C'est devant cette hostilité unanime que le gouvernement a été amené à envisager de nouvelles propositions. Mais ses objectifs réaffirmés lui laissent une marge de manœuvre relativement étroite. Il ne peut démanteler son dispositif, surtout dans un secteur aussi important que celui de la Fonction publique. Dans ces conditions, il offrira probablement une série de « miettes », qui devront être suffisantes pour permettre à la FEN (bien qu'elle affiche une attitude plus dure que par le passé), et à FO, d'apposer leur signature. Maintenir intégralement ses positions, pour le gouvernement, serait afficher une volonté délibérée de mettre un terme à la politique contractuelle. Quels que soient les impératifs du plan Barre, ce serait un risque trop important politiquement et électoralement.

Jusqu'à la grève ?

Quant à l'Union générale des fonctionnaires (CGT), elle « estime qu'il convient de créer les conditions d'une riposte au niveau le plus élevé possible, allant jusqu'à la grève ». Mais ce qui domine, c'est l'objectif du maintien du front syndical commun. Si l'unité des organisations syndicales ne peut être qu'un facteur de mobilisation positif, cette unité devrait s'accompagner de la mise en avant de revendications précises, qui seraient autant d'axes de lutte. Faute de quoi et faute aussi de vouloir réellement mettre en cause le gouvernement et ses formules d'austérité par un mouvement à la hauteur de l'enjeu, on en reste à des protestations sans conséquences.

Même si, après les municipales, une journée de grève des secteurs public et nationalisé prenait l'aspect important d'un affrontement crucial avec le pouvoir, chacun ressentirait encore plus que le 27 janvier qu'une grève de 24 heures ne suffira pas pour obtenir satisfaction.

Encore plus qu'ailleurs, dans le secteur public et nationalisé, on ne peut « grignoter » le plan Barre sans s'attaquer à Barre et à Giscard eux-mêmes. C'est cette riposte-là qu'il faut construire.

L.J.B.

Ils entament leur vingtième jour de grève

Les trois refus des dockers de Dunkerque

Cela fait maintenant dix-neuf jours que le port de Dunkerque est en grève avec occupation. Les 2 500 dockers ont mis « sac à terre » et ont laissé s'immobiliser les 140 grues aux flèches hautes et élégantes. Tout a commencé le 10 mars lorsque le trust Usinor, par le biais de sa filiale Somabami (Société de manutention du bassin maritime) a refusé d'embaucher un docker pour décharger un minéralier japonais le long de son quai privé. Le patronat d'Usinor a fait cela en s'appuyant sur le texte du dernier accord signé avec la Chambre syndicale des dockers en 1975 (les autres étant intervenus en 1962, 1969, et 1971) et qui stipule que le personnel « doit être utilisé en fonction des besoins ».

Les patrons d'Usinor expliquent qu'il n'y avait besoin ce jour-là que du portiqueur qui est salarié d'Usinor. Ils oublient de dire que, pour cette opération de déchargement, on a besoin de dockers pour nettoyer le navire et regrouper les minerais restant au fond à la fin du transfert. Les patrons passent également sous silence cette phrase de l'article 2 du protocole d'accord de 1975 : « Les opérations de choulage, nettoyage des cales et éventuellement des portiques depuis le bord des navires sont effectués par le personnel docker ».

Face à ce coup de force, les dockers se réunissaient en assemblée générale. La grève était décidée. Depuis elle a été reconduite tous les matins en AG. Elle se fait avec occupation des quais en équipes du matin et de l'après-midi. Chaque équipe compte une centaine de gars. De plus, il y a la nuit des rondes d'engins.

Le mouvement de grève des dockers dunkerquois manifeste trois refus : celui de la remise en cause de la loi du 6 septembre 1947 qui accorde la priorité d'embauche aux dockers, de voir mettre fin au monopole syndical qui a permis des salaires élevés, et celui de la privatisation du port. Pour un docker d'une cinquantaine d'années, militant CGT, « c'est le point le plus important. Nous ne voulons pas que tout ce que nous avons fait ici aille au patronat ». Un de ses camarades, que se souvient « lorsqu'en 1951-1952, au moment de la guerre d'Indochine, on refusait de charger les cargaisons d'armes, pour empêcher que nos gosses se fassent tuer », ajoute fermement : « On ne capitulera jamais ».

Travailler en feu continu

Les dockers sont d'autant plus décidés qu'au mois d'avril Usinor aura un nouveau quai — pour embarquer, celui-là — la quai aux aciers. L'ouverture de ce quai est la véritable raison du conflit. Face à la baisse de ses profits, Usinor a choisi de développer ses exportations. La mise en place du quai aux aciers s'inscrit dans cette politique qui doit reposer sur les meilleures conditions de rentabilité possibles. Pour cela, il faut « obtenir des coûts de manutention les meilleurs possibles », comme il est indiqué dans un document d'Usinor, récemment remis à la presse. Les moyens pour y arriver passent par le travail en feu continu — au lieu du travail un jour à la fois comme au port autonome — et des salaires assez bas. Ces salaires, les portiqueurs les connaissent

développement que l'Etat la permet... Ni la loi de 1947, ni la « circulaire Chalandon » de 1974 (du nom du ministre de l'Equipement de l'époque — ministre dont dépendent les ports) n'obligent Usinor à prendre des dockers. La circulaire se contente de dire en particulier qu'elle « conseille aux entreprises d'employer de la main d'œuvre portuaire ». Cela rend d'autant plus difficile la lutte des dockers.

Elle appelle en conséquence une solidarité la plus large et la plus forte possible.



LIP

Les cerveaux à nouveau au travail

Lundi, il y avait à Lip une assemblée générale assez exceptionnelle par le nombre des participants, par l'ambiance de forte mobilisation. On a surtout cherché à permettre l'expression de chacun. Tous pouvaient débattre les idées en vrac, apporter ses suggestions sur la manière de continuer la lutte. Comme d'habitude, les cerveaux des Lip ne sont pas restés inactifs et les propositions ne manquent pas pour relancer la popularisation.

Besançon, de notre correspondant.

Première idée : s'adresser aux patrons qui siègent aux Assedic, en commun avec les travailleurs de leurs entreprises. Puis organiser en commun avec les autres chômeurs des actions un peu spectaculaires en direction de l'ANPE. Ne pas oublier non plus le CNPF. Le président local est le patron d'une grande chaîne d'alimentation et possède la plupart des grandes surfaces et des petites épiceries de la ville.

Il serait normal que des chômeurs qui ne peuvent plus, avec 350 F par mois, manger correctement, aillent rendre visite à ses magasins. Quelqu'un a même proposé d'occuper le centre de transfusion de sang : « On nous prend notre emploi, on nous prend notre salaire, on n'a plus qu'à nous prendre notre sang. »

Vendredi, à la réunion de la commission paritaire de l'Assedic, présidée par le préfet, la délégation patronale a maintenu la radiation de trente-neuf Lip. Elle a accepté une enquête auprès de l'Unedic pour examiner comment des situations semblables (Griffet, Idéal-Standard, Bordeaux-Sud) ont été résolues. Pendant toute la durée de la réunion, les Lip étaient massivement présents devant la préfecture, soutenus par des délégations des entreprises et des administrations de la ville : Kelton, Rhodia, banques, hôpital.

On notait surtout la présence de travailleurs du bâtiment en grève pour des augmentations de salaire. Les Lip ont déversé devant la porte de la préfecture une benne de rebuts de fabrication sur laquelle ils avaient déposé une pancarte : « Voilà ce que vous faites de l'horlogerie. »

Après le discours de Barre La rencontre CGT et CFDT est ajournée

Lundi 28 mars, après-midi, était prévue une rencontre entre des dirigeants confédéraux de la CGT et de la CFDT. Cette réunion a été ajournée au dernier moment. La raison invoquée par les syndicats est l'impossibilité de se mettre d'accord sur la publication ou non d'une déclaration commune à l'issue de la rencontre.

En apprenant que la CGT ne souhaitait pas la publication d'un texte commun, la CFDT a fait savoir que dans ces conditions, elle préférerait reporter le rendez-vous.

Deux journées de mobilisation sont prévues, séparément, dans les jours prochains : pour la CGT, une journée de grève dans les banques et dans la métallurgie ; une journée nationale d'action organisée par la seule CFDT.

Après le discours de Barre réaffirmant ses objectifs antisalariaux et anti-ouvriers, et au moment où des mesures précises se font jour sur la Sécurité sociale, par exemple, est-ce bien là le genre de riposte dont les travailleurs ont besoin pour défendre efficacement leur niveau de vie, pour empêcher le plan Barre de s'appliquer impunément ?

Par ailleurs, c'est hier, le 28 mars, que la CGT et la CFDT ont fait connaître la position prise en commun sur le relèvement du SMIC, lundi 21 mars, lors d'une rencontre. Les deux organisations invitent leurs militants à exiger que dans chaque branche, dans chaque entreprise, il n'y ait plus de salaire inférieur à 2 200 F par mois.

BANQUES: La CGT fait cavalier seul

La fédération CGT des banques vient d'annoncer une journée d'action, jeudi 31 mars, « pour appuyer les mouvements en cours, à la BNP et au Crédit du Nord notamment ». Cette journée va arriver au milieu des mobilisations actuelles qui, elles, sont unitaires. La CGT justifie sa démarche par les « préalables » qu'auraient mis les autres syndicats. Par ailleurs, les dirigeants de la fédération CGT évoquant la grève de la Caisse d'épargne, se déclarent opposés à toute grève de 24 heures reconductible, qui reviendrait à une « grève illimitée », « trop coûteuse » pour le personnel qui n'y serait « pas préparé pour le moment ».

Les métallurgistes en ordre dispersé

Face à la journée d'action prévue par la CGT le 14 avril dans la métallurgie, la fédération CFDT a décidé « de ne pas développer la polémique ». Elle considère cette journée comme un « exutoire », sans préparation et sans perspective. Au cours d'une conférence de presse, Jacques Chérèque, secrétaire de la FGM-CFDT a déclaré qu'une vaste consultation serait organisée très rapidement par la CFDT pour voir quelles formes d'action souhaitent les travailleurs. Jacques Chérèque a affirmé que « ce différend est assez significatif de deux conceptions du rôle du syndicat... Si la CGT entend modeler l'action au gré des périodes électorales, si la seule référence à l'action ce sont les échéances électorales, alors c'est l'attentisme ».

Ford-Bordeaux

Bloquer la Fiesta: ça pourrait faire mal

Ford, 4 000 salariés, la plus grande entreprise de la région bordelaise, n'échappe pas à la vague d'austérité. En 1973, tous les syndicats, la CGT, la CFDT, FO et la CGC avaient signé un accord d'entreprise. Chaque année depuis cet accord, la direction négocie des avenants. Pour l'année 1977, une première réunion a eu lieu le 2 novembre 1976. La direction s'est alors contentée de demander aux

syndicats leurs revendications. En janvier 1977, nouvelle réunion où la direction prie les syndicats de revoir leurs revendications afin qu'elles soient en accord avec le plan Barre. La CGT et la CFDT maintiennent leur position et sont exclues de la suite des discussions en février. FO, la CGC et la CFT seront les « négociateurs » de l'accord 1977.

Bordeaux : de notre correspondant.

Devant cette attitude de la direction, la CGT a lancé une pétition signée par plus de 1 000 travailleurs. Le 24 mars, elle appelait à un débrayage pour deux revendications : 300 F pour tous et l'intégration de la demi-heure de repas dans le temps de travail (ce qui

ferait passer les horaires hebdomadaires de 42 heures 30 à 40 heures).

La combativité des travailleurs s'est exprimée au cours de ce débrayage par les manifestations qui ont eu lieu dans l'usine et dans les bureaux de la direction. Lors des assem-

blées générales, des travailleurs sont intervenus pour proposer des formes d'action « qui ne fassent pas perdre trop d'argent ». C'est ainsi que l'équipe du matin a voté le principe de baisser la production, malheureusement, les deux autres équipes n'ont pas voté de formes d'action précises. Cette préoccupation des travailleurs sur les moyens de lutter correspond à une situation complexe. D'un côté, il y a le plan Barre et il est certain qu'il y a une forte volonté patronale de ne rien lâcher aux travailleurs. Mais, d'un autre côté, la situation à Ford est favorable à la lutte.

La production augmente, les usines tournent à plein, en particulier « bobcat » avec la « fiesta ». Pas de doute, le patron a beaucoup d'argent à perdre si les chaînes s'arrêtaient ou ralentissaient. En Espagne, dans une usine de montage de la Fiesta, une grève vient d'être victorieuse au bout de quinze jours. Un nouveau débrayage est prévu cette semaine afin de faire le point dans les trois équipes et d'arrêter les formes d'actions pour faire aboutir les revendications.

Les pertes des journées de travail dues aux accidents de travail sont neuf fois plus nombreuses que celles dues aux grèves

Les pertes de journées de travail dues aux accidents ont été, en 1974, neuf fois plus nombreuses que celles provoquées par des grèves, et dix fois plus nombreuses si l'on tient compte des accidents sur les trajets. C'est ce que souligne la Fédération nationale des mutilés du travail. Si le nombre total d'accidents diminue légèrement (1 113 124 en 1975 contre 1 154 376 en 1974), le taux de gravité augmente de 1,83 % en 1975. Dans le bâtiment, ce taux de gravité croît de 6,47 % et de 8,72 % dans les

transports et les travaux publics.

Les secteurs de la métallurgie, du bâtiment, des travaux publics, des pierres et terres à feu et des transports qui regroupent 36 % des salariés subissent 64 % de l'ensemble des accidents du travail et 68 % des accidents mortels.

La Fédération nationale des mutilés du travail réaffirme son opposition à la prise en charge des accidents du trajet « au titre de simples accidents de la circulation », comme l'a proposé le CNPF.

Le piquet de grève de la BNP sera-t-il expulsé ?

La direction de la BNP avait demandé l'expulsion du piquet des grévistes de l'informatique. Le juge des référés devait rendre son jugement hier soir.

Par ailleurs, les grévistes ont découvert une filiale de la BNP, rue Bizet, qui tente d'effectuer le travail en retard. Cette officine de jaunes est sous la protection de

vigiles armés de coups-de-poing américains, de chaînes de vélo et de nunchakus.

Aujourd'hui, aura lieu une manifestation de tous les travailleurs des banques, à 15 h, à Richelieu-Drouot, pour obtenir l'annulation des sanctions. Cette manifestation précédée de débrayages est réalisée dans l'unité syndicale (CGT, CFDT, FO et CFTC).

AFP : réintégration ordonnée par l'inspection du travail

L'inspection du travail de Paris a ordonné à la direction de l'Agence France-press de réintégrer immédiatement le délégué syndical de la CFDT, que le 4 mars dernier la direction de l'agence avait décidé de muter en dépit des dispositions légales : c'est-à-dire sans l'accord de l'intéressé ni du comité d'entreprise ni celui de l'inspection du travail. La direction de l'AFP prétend poursuivre « la concertation en cours avec l'inspection du travail afin de donner à celle-ci des éléments d'information supplémentaire ». Une réaction gênée, mais pas d'annonce de la réintégration du militant.

Les flics aujourd'hui à FRLE-Dijon ?

Les travailleurs de FRLE-Dijon qui

occupent leur usine de Longvic depuis mercredi dernier risquent à tout moment de voir arriver les flics pour évacuer la boîte. En effet, le tribunal des référés a ordonné l'expulsion des travailleurs sur requête des patrons. Ordonnance exécutable à partir d'aujourd'hui. Les maires, conseillers généraux et élus socialistes sont intervenus auprès de la préfecture pour exiger l'ouverture immédiate de négociations.

Correspondant

Le magazine « Sortir » du mois d'avril a réalisé une enquête sur les salaires féminins en région parisienne, selon laquelle ceux-ci varieraient de 1 550 F à 30 800 F par mois... L'intéressant serait évidemment de savoir le pourcentage des femmes aux différents niveaux de salaires ! Mais l'enquête semble plutôt avoir cherché l'aspect journalistique : on apprend quand même que Mme Simone Veil touche 20 000 F par mois, Mme Alice Saunier-Seïté plus de 16 000 F, tandis que Mme Jacqueline Baudrier, PDG de Radio-France, touche 18 000 F. Austérité...

MAMMOUTHS BRETAGNE

Une nouvelle claque

Rennes, de notre correspondant.

Pendant tout le week-end, les grévistes ont occupé la galerie marchande du Mammouth de Rennes. Ils étaient nombreux, le moral, l'ambiance y étaient : passage de film-vidéo, musiciens, jeux de belote, et de nombreuses discussions.

La CFDT a annoncé par communiqué qu'elle acceptait de participer à la table ronde proposée par la municipalité d'Union de la gauche.

Lundi matin, les grévistes étaient nombreux à l'assemblée générale. La direction avait pensé que le week-end démobiliserait les travailleurs et qu'ainsi la « semaine anniversaire » pourrait se dérouler normalement. C'est une opération publicitaire (« Les trocs valent gros ») de plusieurs millions : page entière dans *Ouest-France*, journaux gratuits distribués dans les boîtes aux lettres.

C'est une nouvelle claque pour la direction. Les grévistes ont déjà pensé qu'il fallait populariser leur lutte et qu'il serait mieux d'appeler à la constitution d'un comité de soutien.

Une prise de contact entre la direction et FO (minoritaire sur le Mammouth) a eu lieu dans la matinée. Une autre, avec la CFDT du Mammouth de Rennes et du Mammouth de Saint-Brieuc, s'est tenue dans l'après-midi. Apparemment, la direction voulait sonder la mobilisation et la détermination des grévistes qui ont répété à la direction qu'ils étaient prêts à négocier sur leur propre ordre du jour.

TRIBUNE des luttes

Après une grève de deux semaines, le personnel de ménage et laveurs de carreaux des Syndicats de copropriétaires (syndic GFF) de la Défense, Montparnasse et Sarcelles, ont repris le travail le 21 mars 1977.

Le mouvement était motivé par la volonté d'obtenir le même statut que le personnel technique, sécurité et standard téléphonique gérés par le même employeur.

Bien qu'au début du conflit, la direction ait fermement refusé d'accorder satisfaction aux grévistes :

- la poursuite résolue de l'action,
- le fait que les sections syndicales des usagers des tours aient soutenu le mouvement,
- la solidarité du personnel des « Syndic GFF » avec les grévistes,
- le soutien apporté par l'union locale CFDT,
- l'attitude positive de la presse qui a informé des raisons de ce conflit.

ont fait que la situation s'est modifiée et que la direction a finalement proposé, le 19 mars 1977, un accord que l'assemblée générale des grévistes, en plein accord avec leur syndicat CFDT, a estimé très positif, compte tenu de la situation.

Cet accord prévoit :

- L'attribution du 14^e mois progressivement, afin qu'en 1980, le personnel bénéficie pleinement du même statut que l'ensemble du personnel.
 - Les mêmes avantages sociaux en cas de maladie que le reste du personnel.
 - Des primes d'ancienneté similaires au bout de deux ans pour le personnel de ménage et laveurs de carreaux.
 - La possibilité de récupérer 50 % des jours de grève.
- Pour l'UD-CFDT, ce succès prouve, que même dans la période actuelle, marquée par une accentuation du chômage, par les menaces et les pressions que le plan Barre fait peser sur les salariés, et par le contexte politique des municipales, l'action revendicative permet d'obtenir des succès. Les travailleurs du GFF, leur section syndicale et l'UD 92 CFDT ont adopté une attitude offensive dès le début de ce conflit, car rien ne serait plus nuisible qu'un attentisme qui consisterait à penser que les progrès politiques de la gauche, qui sont considérables et que la CFDT apprécie à leur juste valeur, apporteront seuls une réponse aux problèmes des salariés.

Le département des Hauts-de-Seine n'a pas connu de « trêve électorale ». La CFDT a soutenu immédiatement les conflits en cours à CEOM, Hure, etc.

Le premier succès obtenu à la Défense nous prouve que l'action est nécessaire, que des victoires sont possibles.

Plus que jamais, la CFDT, forte de cette victoire, ne ménagera pas ses efforts pour faire aboutir, dès maintenant, les revendications nombreuses et urgentes des travailleuses et travailleurs de notre département.

Communiqué de l'Union départementale des syndicats des Hauts-de-Seine CFDT

Une lettre de Thierry Boutoute, responsable du Mouvement de la Jeunesse Socialiste : «DANS OK-AGE TENDRE, C'ETAIT UNE INTERVIEW-BIDON ...»

Nous avons publié dans *Rouge* du 21 mars 1977 quelques extraits d'une interview de Thierry Boutoute, responsable national du Mouvement de la jeunesse socialiste, parue dans le n° 58 d'*OK-Age tendre*. Nous étions en effet assez surpris d'apprendre à cette lecture qu'il était « hostile aux grèves » et qu'il considérait que « la femme ne pense pas toujours à l'avenir ». Prudents, nous nous interrogeons en conclusion : « Ou bien l'on peut rester légitimement pantois. Ou bien *OK-Age tendre* arrange à sa sauce ce qu'on lui dit. Et il eut fallu démentir. » Aucun rectificatif n'est en effet paru dans les colonnes de ce symbole de la presse des idoles.

Dans une lettre qu'il nous a adressée, en date du 24 mars, Thierry Boutoute tient à préciser que ses propos ont été travestis dans *OK-Age tendre*. A la fin de sa lettre, dont vous lirez les principaux passages ci-dessous, il propose que tant le MJS que sa commission, femmes s'expriment prochainement dans *Rouge*. Notre réponse est évidemment positive.

« Merci de vous intéresser à nos activités, dommage que ce soit pour publier des extraits d'une « interview bidon » que j'ai eu la faiblesse d'accorder à ce journal d'intoxication qu'est « OK-Age tendre ».

« Que voulez-vous, la presse de gauche ne nous donnant guère l'occasion de nous exprimer, il faut bien aller voir ailleurs ! Cela dit, je tiens à vous faire savoir qu'un rectificatif a été envoyé après la parution de l'interview. Il précisait les points suivants :

« 1) Je n'ai jamais dit que j'étais contre l'agitation dans les lycées. J'ai dit que certaines formes d'agitation ne menaient à rien. Et qu'il faudrait sans doute que le mouvement lycéen trouve de nouvelles formes de lutte.

« 2) Je n'ai jamais dit que j'étais « ravi » du dépérissement des groupes gauchistes, j'ai dit que je constatais un affaiblissement et une division du mouvement gauchiste.

« 3) Je n'ai évidemment pas dit qu'il y avait des points communs entre le RPR et nous, mais simplement qu'il pouvait arriver que Chirac reprenne des thèmes de gauche et que cette attitude était le propre des mouvements fascistes.

« 4) Enfin, en ce qui concerne les problèmes féminins, il apparaissait que la condition dans laquelle était maintenue la femme (...) l'amenait à avoir une vision plus « pragmatique » de la politique, ceci étant bien entendu à préciser... »

Thierry Boutoute



Journée nationale d'action des fonctionnaires du 14 mars 1974. A la manifestation monstre appelée unitairement par CGT, CFDT.

LE CONGRES DU SNES S'EST TERMINE VENDREDI

Horizon 78 : gérer l'enseignement secondaire !

Le congrès du Syndicat national des enseignants du second degré qui s'est terminé vendredi 25 mars à Nancy a été plus consacré à la préparation des lendemains de la victoire électorale de la gauche, possible en 1978, qu'à celle de la lutte immédiate contre la réforme Haby qui entrera en application dans cinq mois et est déjà la préoccupation quotidienne des enseignants. Aussi la principale décision « d'action » qui ressort du congrès est elle une grève de 24 heures au troisième trimestre qui reste condi-

tionnée à l'accord du SNI et des parents Cornec. En revanche, le secrétaire général, Etienne Camy-Peyret clôturera son allocution finale de façon significative : « Vive 1978 ! Vive notre congrès de 1978 ! ». On pourrait résumer ainsi le ton donné par la majorité Unité et action, tendance animée principalement par des militants du PCF, à ce congrès : le SNES se prépare à la gestion de l'enseignement secondaire sous un gouvernement de gauche.

Les travaux ont donc été essentiellement consacrés au développement des propositions du syndicat pour la réforme de l'école et à la précision des revendications catégorielles dans la perspective d'une négociation d'ampleur dans la fonction publique en cas de victoire de la gauche. Sur le premier point, la majorité Unité et action a tenu à se démarquer du projet éducatif de la FEN. Elle ne le considère pas comme un projet fédéral mais comme une « contribution » de la direction impulsée par la tendance Unité, indépendance et démocratie, animée par des socialistes. Elle critique le part belle qu'il fait à « l'école fondamentale » du SNI, considère qu'il « morcelle et dévalorise l'éducation » et oppose à sa continuité éducative de six à seize ans l'unité du second degré de la VI^e à la terminale.

Grève conditionnelle

Ce souci d'occuper le terrain des réformes scolaires en cas de victoire de la gauche, s'accompagne du refus de luttes centrales immédiates, menant le combat contre la sélection sociale sans attendre 1978. La campagne contre la réforme Haby décidée par le congrès reste « d'opinion », et appuyée... par des tracts et des affiches n'ira guère que jusqu'à une grève de 24 heures hypothétique puisque dépendant de l'accord des partenaires du SNES, le SNI et les parents Cornec.

Mais cette démarche plutôt gestionnaire ne va pas sans problème à l'intérieur du syndicat. Cela s'est senti dans les propositions de certaines sections académiques pourtant à majorité Unité et action. Ainsi celle d'Aix-Marseille avait-elle voté avant le congrès la préparation d'une grève reconductible contre la réforme à la rentrée 1977, ce qui fut repoussé par le congrès.

De la même façon, sur la question de l'auxiliaire, la section académique de Grenoble, elle aussi à majorité Unité et action, s'est déclarée favorable « à la garantie totale d'emploi aux maîtres auxiliaires, en fonction au début du plan de titularisation », ce qui revient pratiquement à la revendication de titularisation immédiate pour laquelle seules les tendances Ecole émancipée et Rénovation syndicale se sont battues.

Significative aussi l'évolution qui s'est faite jour à propos de l'inspection : une modification aux revendications du syndicat a été votée par le congrès demandant que pour les mutations professionnelles la note d'inspection ne joue plus ! Sur la question de la place des femmes dans le syndicat, la

motion de l'Ecole émancipée proposant la création de commissions femmes à la base, et contre laquelle se battait la direction, a recueilli les voix de 104 délégués, bien plus que les 65 que cette tendance recueillait habituellement sur ses autres textes.

Ce sont autant d'indices des réticences à la base du SNES face à l'attentisme de la direction et aux traditionnelles grèves de 24 heures. Seules l'Ecole émancipée et Rénovation syndicale se battirent pour le principe d'une grève reconductible gérée par les grévistes eux-mêmes.

La tendance Front unique ou-

vrier, animée par l'OCI, ne déposa de son côté aucun texte alternatif à ceux des tendances U et A et UID et se contenta de demander à la direction « d'engager l'action » particulièrement sur l'auxiliaire, sans elle-même proposer une perspective.

Le secrétaire général adjoint du syndicat, Alaphilippe, laissa échapper une réponse illustrative à la position de l'EE-RS : ce sont les « vieux démons de la grève générale insurrectionnelle », a-t-il dit, ceux qui en 1968 ont permis « la victoire de la droite ». « Nous ne vous laisseront pas refaire 1968 » a-t-il conclu.

FAITES CHAUFFER L'ECOLE

Le technique en hausse

Le ministère de l'Education vient de publier des statistiques sur les effectifs du second degré en France durant l'année scolaire 1976-1977. Il compte 3 millions 960 400 élèves, soit 1,5 % de plus que l'an dernier. Cette augmentation est principalement due à celles de l'enseignement technique long (5,5 %) et de l'enseignement court (2 %). Les filles représentent la moitié des effectifs du secondaire (50,4 %) et 56 % de ceux du second cycle long. Les CET accueillent 15 % du total des élèves du secondaire et les lycées 25,3 %.

A Orsay, grève et budget en déficit

Le conseil de l'université d'Orsay vient de voter un budget en « déficit », exactement avec un « trou » de 500 millions de centimes. Au troisième trimestre, 500 heures complémentaires manquent et un tiers des enseignements du DEUG ne seront pas assurés. Une grève est appelée aujourd'hui par la section du SNESup et l'UNEF du département de maths. Une manifestation pourrait avoir lieu au secrétariat d'Etat.

Des écoles normales se rencontrent

Mercredi dernier, 23 mars, quatre écoles normales de la région parisienne — Saint-Germain, Nanterre-Garches, Livry-Gargan, Versailles — se sont retrouvées à l'école normale de Versailles pour faire le point sur les luttes qui les animent autour des modalités de passage à l'examen terminal, le CFEN. Après la grève de Livry Gargan, où le maintien du contrôle continu fut obtenu, à Versailles, les normaliens refusèrent le taux d'échec au CFEN qui était de 33 % l'an dernier. Ils demandèrent un contrôle continu semblable à celui de Livry, dispensant de l'examen final ceux qui avaient obtenu A, B ou C, et éga-

lement « un poste fixe pour tous ceux qui le désirent ». Le dossier serait pour l'instant entre les mains du ministère. Une nouvelle rencontre des EN aura lieu demain, mercredi 30 mars, à 14 h, à Versailles, pour décider des propositions de lutte (boycott du CFEN ou des stages). Il est demandé aux EN d'envoyer des délégué(e)s mandaté(e)s.

« Antirouille » :

Le refrain pourrait être monotone au bout du compte, mais pour ce n° 4 d'avril, nous sommes obligés de répéter : ne manquez pas « Antirouille », seul « mensuel pour jeunes sans publicité ».

D'abord, la couverture est probablement la meilleure de toutes celles qu'ils aient produites. C'est une moto tout à la fois brinquebalante et pétaradante, qui fonce vers le dossier vacances qui occupe tout le début du numéro : plein de tuyaux, comment gagner des sous à moins de 18 ans, où faire des stages d'été, le stop et le vélo, les charters, les billets SNCF à prix réduit, etc.

L'autre dossier du numéro s'intitule « Le vio et nous ». Suivent le compte rendu de la préparation de 10 % sauvages dans un lycée et un reportage sur les CET : « l'Insupportable ». Et, bien sûr, comme toujours, la zone poétique, que le courrier des lecteurs, les carnets de « Tant'irouill' ».

Un regret : c'est la fin de la BD « HLM Blues ». « Antirouille », le n° 6 F, 2 square Pétrelle, 75 009 Paris, tél. 562.84.79 et 878.40.83.

Congrès du SGEN

Le congrès du SGEN-CFDT s'est ouvert hier à Grenoble et sera l'occasion de fêter le quarantième anniversaire du syndicat. Le SGEN occupe une place à part chez les enseignants, à côté des 500 000 adhérents de la FEN et de ses multiples syndicats, puisque lié directement à une confédération ouvrière. Ses effectifs représentent moins de 12 % de ceux de la FEN.

ÇA VA COMMENT, ROUGE ?

VENTES SUR PARIS SURFACE

— Moyenne de la semaine du 14 au 19 mars : 3 146.
— Moyenne de la semaine du 21 au 29 mars : 2 886.
(Ces chiffres concernent la vente de « Rouge » sur Paris intramuros et sur la proche banlieue. Les ventes dans le métro et les gares — de l'ordre de 500 — ne sont pas contre pas comptabilisées.)

Quand on compare la moyenne de vente de ces deux dernières semaines à celle de la semaine précédente (2 463), la hausse saute joyeusement aux yeux. Bien entendu, la publication des résultats et des commentaires sur les 1^{er} et 2^e tour des élections municipales explique ce phénomène. Tous les journaux ont d'ailleurs augmenté leur moyenne dans des proportions équivalentes, en particulier grâce aux ventes le lendemain même des 1^{er} et 2^e tours.

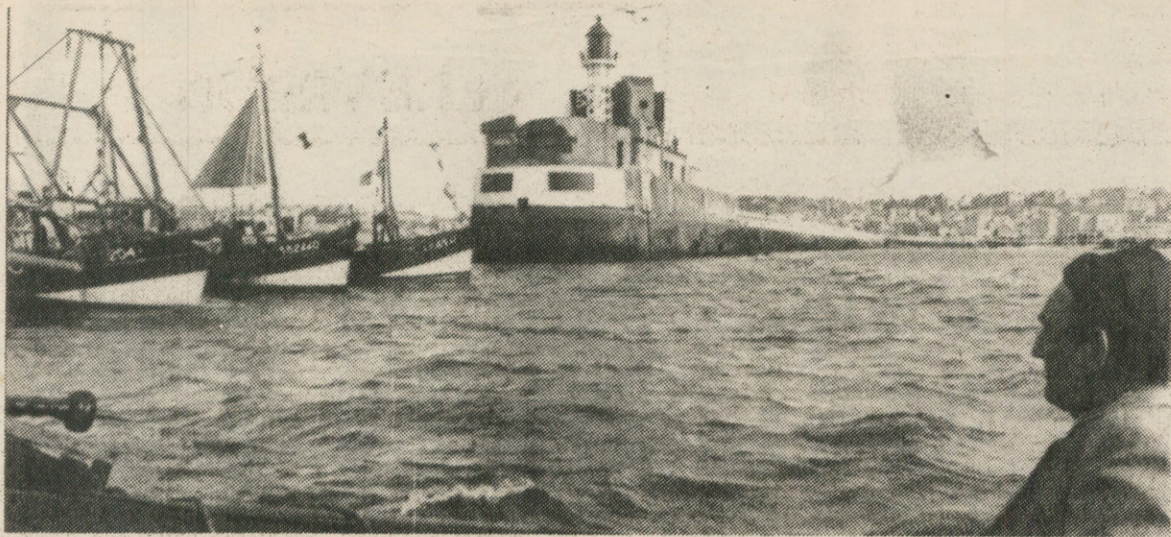
C'est ainsi que le lundi 14, nous avons vendu 4 739 exemplaires, et le lundi 21, 4 324 exemplaires, soit près du double de notre moyenne habituelle sur Paris. Ces jours-là, nous pouvons estimer à plus de 16 000 nos ventes nationales.

Ces quelques chiffres montrent bien à quel point la diffusion de « Rouge » n'a pas atteint son maximum et qu'ils sont nombreux les lecteurs occasionnels de « Rouge » qui pourraient devenir réguliers.

La semaine qui vient nous donnera une indication intéressante. Ou bien notre vente retombera à son niveau ordinaire, c'est-à-dire que nous n'aurons réussi à polariser de nouveaux lecteurs que par rapport à une situation politique précise ; ou bien nous aurons réussi, au-delà de cette situation politique, à stabiliser une frange de nouveaux lecteurs, comme les moyennes de ces deux dernières semaines le laissent espérer. Réponse, mardi prochain.

LA SOUSCRIPTION COURT TOUJOURS !

ANCIEN TOTAL	628 101,37
D.B. Paris	800,00
V.C. Chaville	120,00
P.P. Toulouse	400,00
Rosa 25	100,00
Sympathisant Marmande	250,00
Y.M. Villefranche	20,00
G.C. Melun	100,00
Comité rouge Courbevoie	75,00
C.C. Montrouge	100,00
GT personnel administratif, ouvrier et de service de Paris X Nanterre	460,00
M.Z. Colmar	100,00
Diffuseurs Les Ulis	100,00
Meeting LCR Caen	260,00
NOUVEAU TOTAL	630 986,37



Au Havre Les marins-pêcheurs voient rouge Ils bloquent le port pour cause de pollution

Depuis hier, le port du Havre est bloqué par les chalutiers des marins-pêcheurs de la baie de la Seine. C'est la quatrième fois en trois ans qu'ils paralysent le troisième port européen, un port champion de la pollution.

Les 4 000 personnes qui vivent de la pêche dans la région ont des difficultés croissantes, leurs flotilles se réduisent et leurs ports agonisent doucement. Depuis longtemps, les travailleurs de la mer ont engagé la lutte

contre les « boues jaunes » et les « boues rouges » responsables de cette situation.

Les « boues jaunes », ce sont les déjections de la fabrication des engrais phosphatés, fabriqués par Rhône-Poulenc à Rouen, Grand-Couronne et Petit-Quevilly. L'usine Cofaz du Havre y ajoute ses propres déversements. Il faut y ajouter les « boues rouges », cadeau de l'usine « Thann et Mulhouse ». Au total, 50 000 tonnes de déjections.

Des militants anti-nucléaires « subtilisent » des documents officiels d'EDF

LES LETTRES DE LA NERSA

Les militants antinucléaires qui ont « subtilisé » 60 kg de documents nucléaires dans les locaux de la NERSA (firme d'engineering ayant travaillé pour le surrégénérateur Super-Phénix) ont rendu public deux lettres confidentielles de l'EDF et de la NERSA montrant comment les partisans du nucléaire « souhaitent le débat » sur le nucléaire et travaillent à le saboter.

Dans la première lettre « confidentielle », M. Boiteux (P-DG d'EDF) déclarait que « la meilleure façon de contrecarrer la contestation se développant au plan local et national est d'engager au plus vite de manière irréversible l'opération » de Super-Phénix à Malville. Le P-DG d'EDF réclame l'accélération des procédures, et notamment que le « décret d'autorisation de création » soit promulgué, alors qu'il était lors de la lettre (septembre 1976) « au point mort par suite de divergences de vues entre ministère de la Santé et de l'Industrie et du Commerce ». Dommage que M. Boiteux ne soit pas plus bavard sur ce point, qu'est-ce que le ministère de la Santé peut dire sur Super-Phénix qui en bloque la création ? Toujours est-il que le ministère de la Santé a dû ravalier ses arguments puisque ce décret a été promulgué peu après cette lettre d'EDF et les démarches qui ont dû l'accompagner.

M. Boiteux réclame aussi une amplification de la propagande d'EDF sur le terrain. On sait que le budget qu'EDF consacre à la publicité est plus important que celui qu'il accorde aux « énergies nouvelles ». Dans un autre document, publié cette fois en numéro spécial de l'APRE-Hebdo sur « l'action d'information » d'EDF, les dirigeants du marketing nucléaire écrivent : « En prévision du renouvellement possible d'une nouvelle vague antinucléaire, une nouvelle campagne de publi-information devrait être préparée à l'avance de manière à pouvoir être déclenchée immédiatement (1). »

Le dernier gadget dans ce sens d'EDF, c'est le *Creys-Malville-informations*, journal local consacré à la propagande du surrégénérateur.

Cette préoccupation d'EDF constitue une nouvelle tactique pour imposer aux populations l'adoption de sites, après les échecs dus à la contestation. Elle consiste à ne plus s'appuyer uniquement sur les notables qui se sont souvent retrouvés isolés par

la propagande anti-nucléaire, mais de faire du « travail de professionnel », « prendre comme conseils des professionnels placés auprès des directeurs régionaux de l'Equipement afin de lancer des campagnes d'information pour plusieurs sites : Nogent-sur-Seine, Belleville et Ploumoguier » (1).

Dans la deuxième lettre rendue publique, il s'agit d'une conversation téléphonique entre le préfet de l'Ain et un dirigeant de la société privée Nersa ayant pour but d'organiser un débat au conseil général de l'Ain (département limitrophe du site de Creys-Malville) sur le surrégénérateur. On se souvient que le conseil général de l'Isère (département du site) s'est pour sa part prononcé les 23 et 24 septembre 1976 pour l'arrêt des travaux. Ce débat doit avoir lieu le 2 mai 1977, et il était prévu en séance privée, devant les seuls conseillers généraux. Le plus drôle, c'est que le préfet et la Nersa s'arrogent le droit d'inviter eux-mêmes l'opposant au nucléaire de leur choix, il est même précisé que « le préfet ne veut pas du professeur Lebreton ». Un jour peut-être l'EDF créera même un poste de « contestataire » officiel et appointé pour faire le pitre et se ridiculiser, pourquoi pas ?

Les militants antinucléaires signalent que les autres documents subtilisés sont actuellement étudiés. Parmi eux : tout le dossier de la contestation de Super-Phénix vu par la Nersa, des rectificatifs au rapport préliminaire de sûreté (lui-même subtilisé il y a un an) et un compte rendu de la dernière réunion du conseil de surveillance de la Nersa.

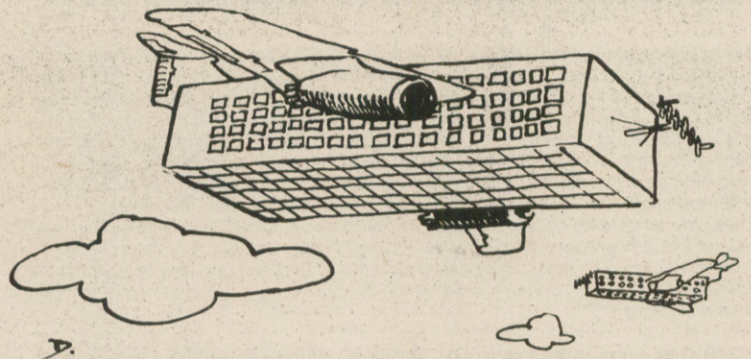
A la suite de la subtilisation des documents, 14 militants ont été inculpés, ils se « déclarent prêts à recommencer ce genre d'opération jusqu'à abandon du projet Super-Phénix ».

P. Verdon

(1) Numéro spécial APRE-Hebdo « action d'information nucléaire en 1976 », 2F à APRE, 12, rue Neuve-du-Pâtis, 45 200 Montargis.

Un avion de KLM percute un Boeing de la PANAM à Ténériffe: 559 morts

PASSAGERS, SI VOUS SAVIEZ...



Début mars 1977, à Bordeaux, une Caravelle atterrit dans la brume du petit matin et accroche une camionnette de maintenance, sur la piste. Un ouvrier tué, l'autre blessé. Quelques entrefilets dans la presse.

Fin mars 1977, à Ténériffe, un Boeing 747 décolle dans le brouillard et en accroche un autre. Cinq cent cinquante-neuf morts. Des « une » spectaculaires dans la grande presse, que le nombre de morts ne suffit pas à expliquer : les « accidents du loisir » la concernent plus que ceux, autrement meurtriers, du travail.

En dépit des catastrophes qui ponctuent son histoire, l'avion de ligne reste — les statistiques le prouvent — parmi les plus sûrs des moyens de transport. Les statistiques prouvent aussi que la classe ouvrière n'y a pas accès...

Le problème n'est pourtant pas de pleurer « nos » morts plutôt que les « leurs ». Au-delà de l'appartenance de classe des victimes, c'est la manière dont le capitalisme conçoit et utilise sa technologie, au mépris de la vie humaine, qui est illustrée ici.

La catastrophe d'Ermenonville a été provoquée par l'explosion d'une porte de soute de DC 10. Le constructeur (Douglas), connaissait le point faible. Plusieurs incidents s'étaient déjà produits, qui auraient pu tourner au désastre. Il a attendu Ermenonville. Puis il a procédé à la modification.

Le cas de Ténériffe semble échapper à l'accusation. L'avion, le matériel ne sont pas en cause. Il semble bien qu'un pilote se soit trompé de cheminement. Mais la concurrence entre compagnies voulait que les avions redécollent dès que possible, tous ensemble, d'un aéroport sous-équipé.

L'apparition des charters, tout en « démocratisant » l'accès de l'avion, en a encore dégradé les conditions d'exploitation. La loi du profit exige non pas la sécurité maximum, mais le minimum de risques compatible avec la rentabilité maximum. Beaucoup de passagers lui doivent leurs privilèges. Quelques-uns en sont morts.

T. Albin

Le cycliste Thévenet, ex-vainqueur du Tour de France, se serait dopé

L'HYPOCRITE PROCES DU DOPING

Emoi dans le Landernau des milieux sportifs : Thévenet, le vainqueur du Tour de France 1975, est accusé de dopage pour son dernier Paris-Nice. A l'évidence, ce n'est pas la personnalité de l'accusé qui provoque cette stupeur « spontanée ». Il y a longtemps que dans les caravanes cyclistes on est accoutumé à cette pratique.

Qui ne se souvient de Tom Simpson mort sur les pentes du Ventoux et de bien d'autres outsiders succombant aux illusions de la pharmacopée ? Non, ce qui inquiète les vertueux chantres du sport de compétition, c'est l'idée de J.-P. Soisson, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, d'étendre les contrôles antidopage à d'autres disciplines que le cyclisme et en premier lieu au monde du ballon rond.

Réactions immédiates de certains responsables des 1 200 000 licenciés de la Fédération française de football (FFC) : « Il est bien vrai que des sportifs qui se dopent, il y en a dans tous les sports, de même que toute société à ses évergumènes » (Dussaix, président de la FFC) ; « tout est venu du président de la fédération cycliste, qui n'a pas su régler ses problèmes et qui veut maintenant mettre la pagaïlle dans les autres sports » (Lopez, capitaine de l'équipe de France) ; « en venant faire des contrôles on va porter le ver dans le fruit. De la suspicion viendra la tentation » (Hidalgo, directeur des équipes de France).

Frank Tenaille



Black Power au Nigeria

FELA RANSOME KUTTI

Un chanteur indésirable aujourd'hui emprisonné

Connaissez-vous Fela Ransome Kuti ? De ce côté-ci de la Méditerranée, il faut être bien indiscret pour trouver ses disques, rangés dans les bacs « Afrique traditionnelle » des disquaires, imaginez un peu les Rolling Stones dans la catégorie « Angleterre traditionnelle » et Beethoven sous l'étiquette « folklore germanique » ! Fela Ransome Kuti est africain. Sa musique est donc réduite au folklore. Pas question d'y entendre le travail du compositeur et de l'arrangeur.

En Afrique, Fela est une vedette. Ses disques se vendent par centaines de milliers et ses chansons font le tour du continent. Fela gagne beaucoup d'argent, il ne s'en cache pas. Mais il continue à habiter le quartier populaire de Kalakuta, au Nigeria. Parce qu'il ne se contente pas d'être le porte-parole des habitants de la communauté, de leurs traditions, parce qu'il revendique l'unité du combat des populations africaines, il joue aussi le rôle de leader.

Ses chansons parlent de la vie quotidienne, de l'exploitation que le colonialisme et le néocolonialisme font subir aux peuples noirs. Elles dénoncent la complicité des gouvernements néocoloniaux, elles appellent à la libération.

Le gouvernement nigérian supporte mal que la musique devienne ainsi le support d'un combat où il ne se sent pas épargné. Alors il intervient et de la façon la plus brutale. La maison de Fela est incendiée, puis rasée. Le chanteur est arrêté, brutalisé. Il est aujourd'hui à l'hôpital, menottes aux poings.

Un comité de soutien à Fela Anikulapo Kuti s'est constitué à Paris (1). Sa tâche ne sera pas aisée. Trompant les espoirs des autorités nigérianes, Fela a en effet toujours refusé de s'exiler, aux Etats-Unis ou en Europe, malgré les promesses de succès. Faire connaître aujourd'hui la musique vivante de Fela est une des conditions pour qu'il reste vivant.

Peu de temps avant son arrestation, Fela Ransome Kuti accordait une interview au magazine *Mamy Wata*. Nous en reproduisons ici quelques extraits :

« Nous avons découvert que, dans le passé, il y a au moins 350 ans que les Afri-

cains n'avaient pas vraiment vécu leur vie. Leur assujettissement a entraîné beaucoup de souffrances pour notre peuple et permis par la suite son exploitation par de nombreux « leaders ». C'est pourquoi la situation est très difficile maintenant. Par exemple, à l'heure actuelle, il n'est pas si facile pour un ministre français d'exploiter le peuple car tout le monde est informé. En Afrique, c'est différent. Les gens croient dans le gouvernement. Ils pensent que le gouvernement est là pour les aider, les protéger. Non, le gouvernement ne travaille pas pour notre compte. « Nous ressentons aussi à quel point sont absurdes les frontières en Afrique. Par exemple, entre le Dahomey et le Nigeria, en fait il s'agit d'une même terre yorouba. « L'Afrique a été synonyme de manque. Manque d'éducation, manque d'histoire, manque de connaissances. Nous n'avons pas accès au savoir. Aussi c'est une force commune, un pouvoir d'unité que nous confère l'appartenance au Black Power. Ce à quoi je me consacre. « Quand je vois tous les égarements, toutes les souffrances que subit l'Afrique parce que les dirigeants ne s'y intéressent pas. Parce

qu'ils n'ont pas envie de faire quoi que ce soit pour changer la situation. Parce qu'ils n'ont pas intérêt à ce que ça change. Alors il faut que ce soit nous qui les forçons à faire quelque chose. Par la musique ou par toutes sortes de moyens.

« C'est parce que l'exploitation existe que nous voyons toutes ces horreurs, toutes ces souffrances. C'est pour cela qu'il y a une telle course au pouvoir. Qu'il est difficile de vivre. Voilà tout.

« Je crois en un genre d'indépendance, sa propre indépendance. Si vous êtes indépendant, toute tractation entre vous et moi sera forcément juste si je suis aussi indépendant. Prenons mon cas. Je suis une vedette. Je rencontre les Beatles à Londres, il faut qu'on parle affaires. Notre discussion utilise un langage compréhensible entre vedettes. Si j'étais un

chanteur de banlieue, n'importe quel impresario serait effrayé. Si nous sommes élevés dans la même idée d'égalité, de fait toute transaction sera juste. Et, personnellement, je chercherai toujours les possibilités de lutter avec, et contre vous, pour que vous luttiez avec moi.

« Le jour où nous déciderons de renverser le néocolonialisme, les Etats-Unis n'auront plus le temps de nous prendre de vitesse. Ce jour approche. Nous aurons rétabli l'égalité des hommes, restauré la confiance entre eux, nous pourrons voyager librement. L'étranger ne sera plus regardé avec méfiance. Alors que maintenant, les gens sont toujours regardés avec suspicion : « Qui est-il ? » Questionnaires types de la CIA. Vous les connaissez bien. Voilà en quoi je crois et c'est l'unique raison qui me fait croire au Black Power.

« Vous voyez bien, ce démantèlement de l'Afrique qui conduit les Africains à partir vers l'Europe pour essayer de se débrouiller. Au passage, il y a ceux qui profitent de la situation et l'utilisent à leur profit pour gagner de l'argent. Une fois en Europe, que font-ils ? Pas grand-chose ! Quant à ceux qui ont le fric pour les exploiter, ce sont ceux-là même qui paient pour venir ici retrouver l'authenticité, le primitif ! C'est pourquoi j'ai décidé de rester en Afrique. Partir en Europe aurait signifié pour moi : la possibilité de faire de l'argent. Le seul problème aurait été d'avoir perdu ma qualité d'Africain. « En venant m'écouter ici, les gens voient les Africains tels qu'ils vivent. Si je donnais des concerts en Europe, les gens ne verraient pas l'Afrique. Je suis heureux d'avoir assez d'argent pour pouvoir rester chez moi. Sinon, je serais obligé d'aller en Angleterre. »

Propos recueillis pour *Mamy Wata* par Mandel

(1) M. Sidiki, 4, avenue des Gobelins Paris XIII^e.



qu'ils n'ont pas envie de faire quoi que ce soit pour changer la situation. Parce qu'ils n'ont pas intérêt à ce que ça change. Alors il faut que ce soit nous qui les forçons à faire quelque chose. Par la musique ou par toutes sortes de moyens.

« C'est parce que l'exploitation existe que nous voyons toutes ces horreurs, toutes ces souffrances. C'est pour cela qu'il y a une telle course au pouvoir. Qu'il est difficile de vivre. Voilà tout.

« Je crois en un genre d'indépendance, sa propre indépendance. Si vous êtes indépendant, toute tractation entre vous et moi sera forcément juste si je suis aussi indépendant. Prenons mon cas. Je suis une vedette. Je rencontre les Beatles à Londres, il faut qu'on parle affaires. Notre discussion utilise un langage compréhensible entre vedettes. Si j'étais un

chanteur de banlieue, n'importe quel impresario serait effrayé. Si nous sommes élevés dans la même idée d'égalité, de fait toute transaction sera juste. Et, personnellement, je chercherai toujours les possibilités de lutter avec, et contre vous, pour que vous luttiez avec moi.

« Le jour où nous déciderons de renverser le néocolonialisme, les Etats-Unis n'auront plus le temps de nous prendre de vitesse. Ce jour approche. Nous aurons rétabli l'égalité des hommes, restauré la confiance entre eux, nous pourrons voyager librement. L'étranger ne sera plus regardé avec méfiance. Alors que maintenant, les gens sont toujours regardés avec suspicion : « Qui est-il ? » Questionnaires types de la CIA. Vous les connaissez bien. Voilà en quoi je crois et c'est l'unique raison qui me fait croire au Black Power.

« Vous voyez bien, ce démantèlement de l'Afrique qui conduit les Africains à partir vers l'Europe pour essayer de se débrouiller. Au passage, il y a ceux qui profitent de la situation et l'utilisent à leur profit pour gagner de l'argent. Une fois en Europe, que font-ils ? Pas grand-chose ! Quant à ceux qui ont le fric pour les exploiter, ce sont ceux-là même qui paient pour venir ici retrouver l'authenticité, le primitif ! C'est pourquoi j'ai décidé de rester en Afrique. Partir en Europe aurait signifié pour moi : la possibilité de faire de l'argent. Le seul problème aurait été d'avoir perdu ma qualité d'Africain. « En venant m'écouter ici, les gens voient les Africains tels qu'ils vivent. Si je donnais des concerts en Europe, les gens ne verraient pas l'Afrique. Je suis heureux d'avoir assez d'argent pour pouvoir rester chez moi. Sinon, je serais obligé d'aller en Angleterre. »

Propos recueillis pour *Mamy Wata* par Mandel

(1) M. Sidiki, 4, avenue des Gobelins Paris XIII^e.

TELEVISION

TF 1

- 12.15 Réponse à tout
- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 Restez donc avec nous
Musique avec Jorge Lavelli qui met en scène *Pelleas et Mélisande* de Debussy, et le chef d'orchestre Lorin Maazel.
- 14.45 Cannon (série)
- 16.00 Musique dans le métro
- 17.20 Emissions pour la jeunesse
- 18.00 A la bonne heure
- 18.35 Pour les jeunes
- 19.00 Les lettres volées (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Felix Leclerc au Stadium
Un récital, en janvier dernier, du grand chanteur québécois.
- 21.30 L'église catholique en France

A 2

- 13.05 RTS promotion
- 13.35 TV régionale
- 13.50 Ne le dites pas avec des roses (feuilleton)
- 14.05 Aujourd'hui madame
- 15.05 Le Saint (série)
- 15.50 Aujourd'hui magazine
- 18.00 Fenêtre sur...
L'écrivain Julien Green
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 La tirelire
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran
Au Bonheur des dames, de André Cayatte (1943). Zola, c'est déjà pas de la dentelle. Adapté par Cayatte, c'est franchement indigeste. Seuls les admirateurs incondi-



nels de Michel Simon pourront trouver leur compte dans cette caricature populiste qui introduira un débat sur le thème : petites boutiques et grandes surfaces. Tout le résumé de l'œuvre de Cayatte, en quelque sorte.

23.30 Journal

FR 3

- 18.10 Emission universitaire
- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
L'association Soldats de France. Inutile de vous faire un dessin.
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Westerns, aventures
Billy le Kid, le réfractaire, de David Miller (1941). Des quatre films traitant la vie de Billy the Kid (*Billy the Kid*, de King Vidor, *le Gaucher*, d'Arthur Penn et *Billy the Kid et Pat Garrett*, de Sam Peckinpah) celui-ci est très certainement le seul qui soit franchement imbuvable. Merci FR 3 de nous le proposer.
- 22.00 Journal

ABONNEMENT

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

VILLE: CODE POSTAL:

TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

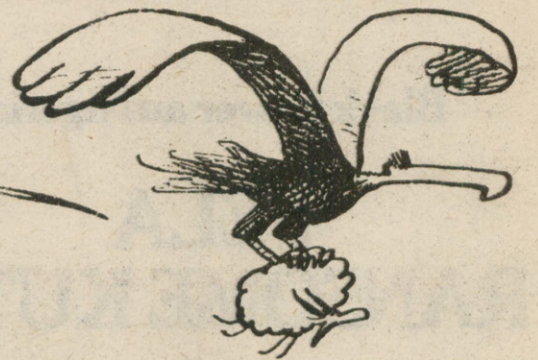
(Avion et pli fermé, écrire au journal)

- Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
- Le chèque barré est à l'ordre de Société de presse nouvelle avec la mention « abonnement ».
- Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
- Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



« DAMNED ! LE BARON NOIR ! »

C'EST ILLÉGAL !



Le « Baron noir » sévit tous les jours dans le « *Matin de Paris* », depuis sa parution. On le retrouve également dans « *l'Echo des savannes* ». L'album signé Got et Pétillon a été édité par Got lui-même. Il a été primé (ça fait un peu cucul, mais pourquoi ne pas le dire, puisque c'est vrai) comme meilleure œuvre comique française à la Foire de la bande dessinée d'Angoulême.

C'est vrai que ce Baron-là est des plus drôles. Et, a bien y regarder, des plus corrosifs.

La bande dessinée a longtemps été considérée comme un domaine mineur. C'est peut-être pour cela que ceux qui en font ne sont pas encore dégagés des tics propres aux spécialistes et aux « fanas » : extase devant l'édition de 1932 des *Cigares du pharaon* ou glose interminable sur telle ou telle planche de Hogarth. C'est quelquefois intéressant, c'est souvent irritant.

Hogarth, justement, Yves Got l'a eu comme prof de dessin, aux Etats-Unis. Mais à l'époque, il ne savait même pas que c'était l'auteur de *Tarzan*. C'est que Got, qui nous propose aujourd'hui son *Baron noir*, est venu tard à la BD, et ses préoccupations vont très au-delà du monde des « petits mickeys ». « J'étais totalement ignare, je n'y connaissais rien. » Avant il avait fait de la peinture, de la pub, quelques enquêtes pour une boîte de marketing. Il avait aussi passé un bon moment dans les rangs d'une organisation maoïste pure et dure.

L'envie de faire de la BD vient lors d'une exposition organisée par Claude Moliterni. Il passe des dessins — abstraits — à *Hara Kiri*, d'autres — toujours impayés à ce jour — au *Miroir du fantastique*. Il rencontre surtout l'équipe du *Pilote* de la grande époque. Il participe, avec une bande réaliste, au très éphémère fanzine *Underground* (né des efforts conjugués de Druillet, Giraud, Auclair, Jiji, etc.), fait des dessins au *Canard enchaîné*. Et puis arrive le *Baron noir*.

« Pourquoi le dessin ? Parce que j'aime dire les

choses par le trait, par le graphisme. Je ne me suis jamais vraiment posé la question d'écrire. Les mots précisent trop. Le dessin permet de garder un peu de flou.

« La collaboration avec Pétillon date de *Pilote*. A l'époque de Goscinny, ça correspondait tout à fait à ce que je voulais faire. On travaillait par affinités, à partir de réunions où on brassait des tas d'idées. C'était très nouveau à l'époque. Pas du tout comme à *Pif* par exemple. Là, quand le rédacteur reçoit un scénario, il prend son téléphone, appelle un dessinateur et lui dit : « Bon, il faudrait que tu me fasses ça sur ce texte-là. A *Pilote* on gambergeait tous ensemble.

Le *Baron noir*, c'est une idée qui est venue lentement. Au départ, un copain a avancé une idée assez vague... « Ce serait deux types sur un banc qui raconteraient des trucs... Je me suis mis à chercher ce que ça pourrait donner. J'y arrivais pas tellement. J'ai imaginé que ça pouvait être des clowns... mais ça ne donnait rien. Et puis bon... j'ai l'habitude de dessiner des trucs, comme ça, pour le pied. Des personnages-bestioles, qui pourraient être aussi bien des masques. Je me suis dit que ça faisait un drôle de petit monde, qui pouvait dire des tas de trucs. Pétillon s'est mis de la partie.

« Au début, c'était fait en fonction d'un quotidien. J'ai été dans un canard de province, la *Dépêche*, mais ça ne collait pas avec leurs lecteurs, d'après eux. Au *Quotidien de Paris*, ça leur plaisait mais ils ne pouvaient pas vraiment me payer. Au *Monde*, on m'a dit que ce n'était pas dans le style gra-

Une interview de l'un des auteurs, Yves Got

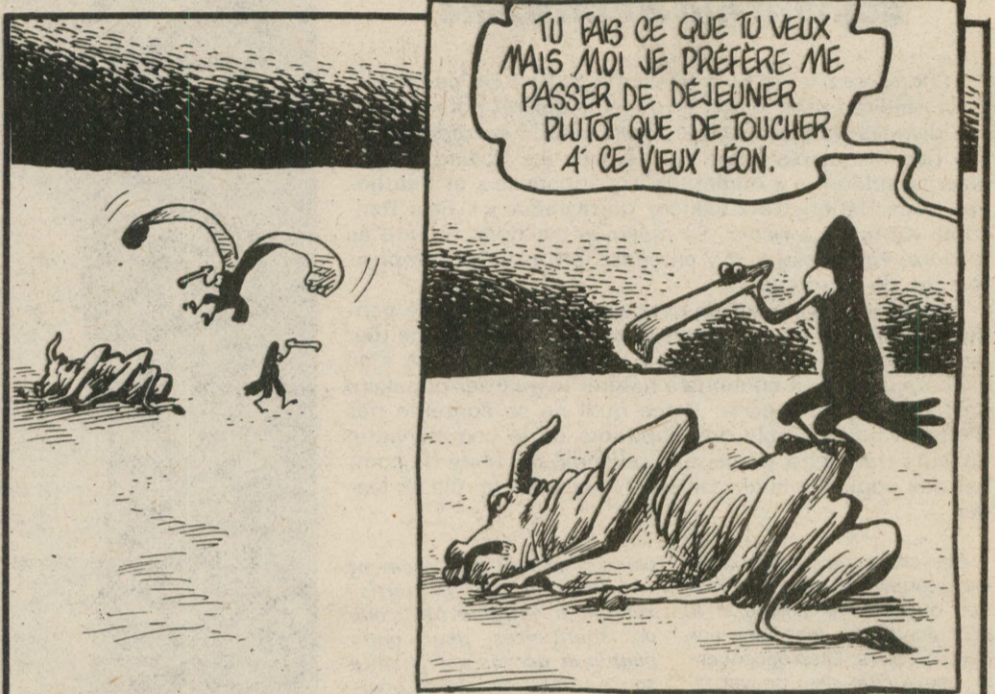
phique qui convenait au journal. A *l'Echo des savanes*, *Mandryka* a bien voulu les passer. Et puis, il y a eu le *Matin de Paris*.

« Je ne cherche pas à faire du *Baron* un commentaire immédiat sur l'actualité politique. On parle de la répression, du racisme, de tas de choses, d'une manière transposée bien sûr, mais aussi avec un peu de recul. Je préfère que la bande ait un contenu plus distancié, même si c'est l'actualité qui donne le déclic. Ça évite peut-être certaines erreurs politiques d'ailleurs, et puis ça donne une portée plus générale.

« Comme *l'Echo* ne m'a pas proposé de faire un album, je m'y suis mis tout seul. J'ai demandé quelques tuyaux à Claire Brétécher. C'est un boulot dingue de s'éditer soi-même. De se faire diffuser aussi d'ailleurs : il faut trouver un éditeur qui ne se barre pas avec la caisse... il y a des précédents. Pour l'imprimeur, j'ai eu des tas de problèmes. Le gars qui m'a imprimé voulait être sympa, jouer au camarade, mais c'est vraiment compliqué de ne pas se faire arnaquer. Il me demandait 2,7 millions pour 5 000 exemplaires. Finalement, on a pu descendre à 2,3 millions. Mais il y a eu des centaines d'exemplaires de fichus. Ce qui est énorme, puisqu'il me faut 2 500 exemplaires de vendus pour payer l'impression. Me faire éditer, ça m'a pris deux mois au total, ça m'a complètement mobilisé. Mais j'ai aimé ça. Ça change de la planche à dessin. Mais je ne crois pas que je recommencerai. Ne serait-ce que pour des raisons de fric. Cela dit, pour les dessinateurs qui estiment avoir des trucs à raconter, la tendance est de plus en plus à la prise en charge complète de leur produit : dessins, éditions. On bute sur la diffusion. C'est la B-Diffusion qui diffuse le *Baron*, mais tous les points de vente ne sont pas vraiment couverts.

« Passer dans un quotidien est une expérience très intéressante. Ça donne une contrainte de travail, mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas le rendement. Curieusement, je trouve que j'ai même plus de temps pour travailler mes planches qu'à l'époque de *l'Echo*. C'est très stimulant ça donne envie de faire d'autres recherches. Le *Matin* me pose des tas de problèmes nouveaux au niveau graphique : il faut simplifier, trouver l'équilibre entre les blancs et les noirs. La recherche va dans le sens de l'efficacité. En allant à l'essentiel, on s'exprime parfois mieux. Il faut aussi que je travaille mes cadres, l'agencement des planches, tout ça pour obtenir le plus grand impact possible. »

Propos recueillis par J.-F. Vilard, B. Daullé



Karl, le rhinocéros, martèle le sol. Il est content. Car pour être rhinocéros, il n'en est pas moins flic. Et il est en train d'anéantir, à lui tout seul, le terrible groupuscule des fourmis rouges prolétariennes. Karl est persuadé que cette brillante action lui vaudra d'être nommé inspecteur. Hélas pour lui, Karl se trompe. C'est à la circulation qu'il va se retrouver : les fourmis rouges étaient totalement infiltrées par les services des flics-rhinocéros !

Plus loin, une tortue se promène nuitamment. Et, considérant tristement les carcasses de plusieurs de ses consœurs, elle se sent toute triste en constatant que dès sept heures, toutes sont déjà « chez elles » en train de regarder la télé.

Ailleurs, le rapace fonce, plonge devant le troupeau de moutons. Son « Yurk ! Yurk ! » sinistre laisse prévoir un de ces petits drames de la lutte pour la vie. Sur prise ! Le rapace se fait boxer par le mouton. A moitié KO,

dépité et humilié, il commente : « Les syndicats leur ont complètement tourné la tête. »

Les lecteurs du *Matin de Paris* connaissent bien maintenant le petit monde du « *Baron noir* », tel que l'ont imaginé ses créateurs Got et Pétillon. Les habitués de *l'Echo des savanes* le connaissent depuis longtemps déjà.

Un drôle de monde. Ingrédients ? Un désert. Ou un endroit qui y ressemble. Avec éventuellement des montagnes, ou un arbre, pourquoi pas, si le besoin s'en fait sentir. Il peut aussi y avoir des plantations de carottes (pour permettre au Baron noir d'en piquer une en espérant obtenir une rançon de la famille). Protagonistes ? Hilde la tortue, qui craint la police quand elle bronze, comme elle aime le faire, sans soupçon de gorgée. Karl le rhinocéros, flic grand traqueur de fourmis rouges (prolétariennes). Et Hald, l'éléphant, et les moutons, et l'autruche qui planque sa tête dans le sable, depuis

la dernière guerre, et puis... Toute une faune loufoque qui se trimbale là, à qui il arrive des quantités de choses dérisoires, quelquefois terribles. Terriblement drôles le plus souvent.

Tout peut arriver dans le monde du *Baron noir*. Au fait, c'est vrai, damned ! On l'avait oublié celui-là. Il déboule sans prévenir, menace permanente, bête et méchant comme il se doit. « Je ne suis ni le plus gras, ni le plus apétissant, qu'ai-je donc de plus que les autres ? » demande le mouton qu'il vient d'enlever. « Tu es le délégué syndical ! » répond le Baron. Mais à un autre mouton, il peut tout simplement demander : « T'a pas 100 balles ? » Il peut aussi rentrer chez lui avec pour seule nourriture un poisson rouge et à cause de ça se faire engueuler par sa femme... sans pouvoir avouer que ce maudit poisson a été gagné à la loterie.

Tellement absurde que ça rappelle des choses. J.-F.V.

